

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



1262^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

*Jeudi 21 novembre 1963,
à 15 heures*

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 24 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale...</i>	<i>1</i>
<i>Organisation des travaux</i>	<i>29</i>

Président: M. Carlos SOSA RODRIGUEZ
(Venezuela).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale

1. M. DOBELL (Canada) [Rapporteur de la Commission préparatoire] (traduit de l'anglais): A sa dix-septième session, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 1844 (XVII), de créer une commission préparatoire chargée d'étudier les avantages qu'il pourrait y avoir à faire de l'année 1965, vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Année de la coopération internationale et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa dix-huitième session, sur la possibilité de réaliser cette proposition et sur les incidences financières qu'elle entraînerait.

2. En ma qualité de Rapporteur de la Commission préparatoire, j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée le rapport de cette commission [A/5561].

3. La Commission préparatoire s'est réunie régulièrement au cours du printemps et au début de l'été. Pour faciliter sa tâche, la Commission a demandé l'avis des Etats Membres, des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des organisations non gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Les réponses reçues à la suite de cette enquête, examinées à titre confidentiel, se sont révélées à la fois constructives et très utiles pour la Commission. Un certain nombre de réponses sont parvenues alors que la Commission avait achevé sa tâche principale. Elles pourront cependant être très utiles à tout organe qui pourrait être créé pour continuer l'œuvre de la Commission.

4. La Commission a adopté ses décisions sans recourir au vote. Elle a estimé que, puisqu'elle avait été chargée de rechercher la possibilité de promouvoir la coopération internationale, il était normal qu'elle évite de faire des recommandations susceptibles de provoquer des controverses entre les Etats Membres. Etant donné que la composition de la Commission correspondait approximativement à celle de l'Organisation elle-même, la Commission

est partie de l'idée que les décisions qu'elle prendrait à l'unanimité ne soulèveraient vraisemblablement pas d'objections de la part des autres Etats Membres. Cette façon de procéder a permis naturellement à la Commission de travailler dans une atmosphère de coopération qui a rendu la tâche du Rapporteur particulièrement agréable. En outre, la Commission a bénéficié de l'aide dévouée et précieuse du Secrétariat.

5. La Commission a décidé de recommander que l'année 1965 soit désignée comme l'Année de la coopération internationale et a conclu qu'elle pourrait être organisée "... en n'entraînant pour l'Organisation que de légères dépenses" [A/5561, par. 23]. Au cas où cette recommandation serait approuvée par l'Assemblée générale, la Commission préparatoire a pensé qu'un comité devrait être créé pour prendre les dispositions nécessaires en vue de l'Année de la coopération internationale.

6. La Commission préparatoire a consacré une grande attention aux propositions concernant les activités à entreprendre par l'Organisation des Nations Unies. Après de longues discussions, elle est arrivée à la conclusion qu'elle ne devrait pas recommander de nouvelles propositions pour adoption par l'Assemblée générale. Elle a estimé que les incidences financières de nouvelles propositions devraient être discutées indépendamment de l'examen du point de l'ordre du jour concernant l'Année de la coopération internationale. En conséquence, la Commission a suggéré que les Etats Membres désireux de présenter de nouvelles propositions en vue de promouvoir la coopération internationale le fassent suivant la procédure normale. La Commission a pensé toutefois que, certaines des présentes activités de l'Organisation des Nations Unies pourraient faire utilement l'objet d'un nouvel examen. La plupart des suggestions que l'on trouve dans le paragraphe 17 du rapport intitulé "Activités proposées" rentrent dans cette catégorie générale. La Commission a été d'avis que, si l'Assemblée envisageait favorablement les activités en question, le Secrétariat devrait commencer les préparatifs nécessaires à leur mise en œuvre en demandant les directives dont il aurait besoin au comité qui succédera à la Commission.

7. La Commission a reconnu que la publicité serait extrêmement importante pour le succès de l'Année de la coopération internationale. Cependant, elle n'a pas exploré les possibilités à cet égard, parce qu'elle a estimé qu'une telle étude dépendait de l'approbation par l'Assemblée générale de la recommandation tendant à désigner l'année 1965 comme l'Année de la coopération internationale. Pour cette raison, elle a laissé presque entièrement cette tâche au comité qui lui succédera.

8. On verra que le rapport s'adresse principalement à l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, les critères généraux qui sont exposés aux paragraphes 10 à 14 du rapport s'appliquent essentiellement aux activités de l'ONU. Tout en espérant que son rapport sera utile à d'autres, la Commission a décidé qu'il ne lui appartenait pas de faire des propositions aux Etats Membres, aux institutions spécialisées ou aux organisations non gouvernementales. Elle a pensé qu'il était préférable de laisser à chaque Etat Membre, à chaque institution ou à chaque organisation le soin de décider quels aspects de ses activités pourraient être développés ou quels nouveaux projets pourraient être entrepris pour promouvoir le mieux les idéaux de l'Année de la coopération internationale. La Commission s'est bornée à essayer de poser certains principes fondamentaux et de rechercher quelles activités pourraient être utilement entreprises par l'Organisation des Nations Unies elle-même.

9. Après ces quelques observations, je recommande à l'Assemblée générale le rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale.

10. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Je donne la parole au représentant de la Trinité et Tobago qui désire présenter un projet de résolution [A/L.433/Rev.1].

11. Sir Ellis CLARKE (Trinité et Tobago) [traduit de l'anglais]: Le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] dont l'Assemblée est saisie a été présenté par les délégations des pays suivants: Dahomey, Liban, Nouvelle-Zélande, Suède, Trinité et Tobago et Venezuela. Au nom de ces délégations, j'ai l'honneur d'exposer les considérations et les idées qui ont inspiré ce projet de résolution, ainsi que les raisons pour lesquelles nous le recommandons à l'adoption unanime de l'Assemblée générale. Tous les nouveaux membres de l'Organisation doivent souvent répondre à la question suivante: étant donné la situation instable qui existe actuellement dans le monde, espérez-vous que les Nations Unies atteignent leur but? On ne saurait méconnaître ce qu'implique cette question.

12. C'est en tout premier lieu la reconnaissance du fait que la tranquillité sur le plan international, souhaitée par celui qui pose la question, reste encore à réaliser. C'est, ensuite, l'affirmation que l'harmonie de pensée et d'action qui pourrait engendrer une telle tranquillité n'est pas manifeste aux yeux de tous. Cette question suggère enfin que, étant donné qu'un certain nombre d'années se sont déjà écoulées depuis la création des Nations Unies sans qu'il y ait eu dans l'ensemble d'amélioration spectaculaire de la situation internationale, les Membres de l'Organisation devraient au moins admettre leur échec.

13. On comprend aisément que, à mesure que les moyens de destruction deviennent plus dévastateurs et plus terrifiants, le souci de préserver sa vie grandisse de plus en plus chez l'homme. C'est ainsi que l'attention se porte et se concentre tout naturellement sur le domaine qui nous cause le plus de préoccupations: la discorde, les malentendus et les antagonismes. C'est certes bien naturel, mais ce n'est certainement pas nécessaire, et surtout cela

n'avance à rien. Adopter cette attitude, c'est méconnaître le vaste domaine, dans lequel l'harmonie, l'entente et la coopération amicales sont nées et portent des fruits en abondance.

14. Il y a seulement deux ans, un éminent homme d'Etat, le premier ministre Nehru, a évoqué en termes simples, mais éloquents, ce déséquilibre naturel, mais regrettable, dans l'importance relative accordée aux choses. Ses paroles ont déjà été citées, mais elles supportent la répétition:

"Nous vivons dans ce monde de conflits, et la vie continue pourtant, sans aucun doute grâce à la coopération des nations et des hommes.

"L'essentiel dans ce monde est la coopération. Même aujourd'hui, entre des pays qui s'opposent dans le domaine politique ou dans d'autres domaines, il existe beaucoup de coopération. Cette coopération, qui se poursuit, on ne la connaît guère, on en parle peu et, tandis que l'on parle énormément de chaque point de friction, de sorte que le monde s' imagine vivre entouré de perpétuels conflits et au bord de l'abîme, peut-être serait-il plus exact d'insister plutôt sur les éléments de coopération qui existent dans le monde d'aujourd'hui et de faire comprendre que le monde dépend de la coopération et non des conflits." [A/PV.1051, par. 36 et 37.]

15. Le premier ministre Nehru ne s'est pas borné à diagnostiquer cette maladie, propre à la fragilité humaine; il a prescrit un remède concret pour guérir ce mal particulier. Il a estimé que l'on pouvait rétablir l'équilibre dans un sens positif en dédiant une année à la coopération internationale. L'Assemblée générale a accueilli favorablement cette suggestion, et c'est ainsi que la résolution 1844 (XVII) a été adoptée.

16. Je me permets de signaler que le projet de résolution commence par confirmer la résolution 1844 (XVII). C'est en vertu de cette résolution qu'a été créée la Commission préparatoire, dont l'excellent rapport vient d'être soumis à l'Assemblée. Le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution prend note de ce rapport.

17. Quiconque est conscient des réalités ne manquera pas de reconnaître qu'il y a aujourd'hui d'innombrables problèmes internationaux en suspens; que ces problèmes sont souvent d'une extrême gravité et que, s'ils ne sont pas résolus, l'humanité ne pourra pas envisager l'avenir avec la confiance et l'espoir qui, de nos jours, sont souvent détruits par le doute, parfois même par le désespoir. Si nous voulons trouver une solution à ces problèmes, nous devons prendre la voie de la coopération internationale. C'est la seule qui nous permettra d'atteindre en fin de compte les larges perspectives d'une paix et d'une harmonie réelles et durables, dont toutes les craintes et toutes les tensions auront été entièrement éliminées.

18. Les problèmes qui divisent et harcèlent aujourd'hui les nations du monde et qui nous offrent des perspectives où les antagonismes prédominent ne céderont pas à une attaque de front, si longue et si résolue qu'elle puisse être, qu'elle soit sous la

forme d'un conflit armé ou de négociations menées à partir de positions de force. Mais ces problèmes peuvent fort bien perdre à la longue de leur acuité sous l'effet de la pression continue qu'exercerait sur eux une extension graduelle, mais incessante, des domaines où la coopération internationale existe déjà.

19. Toutefois, pour que la coopération internationale joue ce rôle important et salutaire, il faut mettre l'accent sur elle, la mettre en évidence et la faire connaître à tous les habitants de la planète et appeler leur attention sur elle. La coopération internationale ne doit pas être négligée, considérée comme allant de soi ou sous-estimée. On sait trop peu de choses des nombreux domaines dans lesquels la coopération nationale est déjà une réalité; dans trop de cas les résultats sont considérés comme étant dans l'ordre naturel des choses; on songe trop peu aux possibilités de la développer ou on ne les recherche pas, parce que son importance n'a pas encore été assez mise en évidence.

20. Les idées que je me suis efforcé d'exprimer sont résumées brièvement dans les troisième, quatrième et cinquième alinéas du préambule du projet de résolution. Si ce que j'ai dit est juste, la première chose à faire serait, logiquement, de trouver un moyen de rendre l'opinion publique du monde entier pleinement consciente de la compréhension et de la coopération internationales qui existent déjà dans une large mesure et du fait qu'elles peuvent atténuer les tensions et faciliter la solution des problèmes.

21. Les auteurs du projet de résolution sont convaincus — et ils engagent l'Assemblée générale à partager leur conviction — que, en consacrant une année à la coopération internationale les premières mesures indispensables auront été prises pour montrer à tous les hommes l'étendue de la coopération internationale existant déjà dans divers domaines entre les peuples et les nations du monde. Ils sont persuadés qu'ainsi on éveillera l'intérêt des peuples en général et qu'on stimulera les activités des diverses institutions qui assurent actuellement la coopération internationale. Les auteurs de ce projet estiment enfin que cette initiative fera reconnaître l'utilité pratique de la coopération internationale qui facilitera la solution des grands problèmes qui assaillent l'humanité.

22. J'en ai terminé avec tous les alinéas du préambule du projet de résolution. C'est dans cet esprit que le paragraphe 1 du dispositif invite l'Assemblée à désigner l'année 1965 comme Année de la coopération internationale. L'année 1965 coïncidera avec le vingtième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. Il est tout à fait indiqué qu'un anniversaire aussi important soit marqué par une initiative dont le sens apparaîtra clairement à tous ceux que la fondation des Nations Unies visait à sauver et à aider: en un mot, à tous les peuples du monde. L'année 1965 se situera également au milieu de la Décennie pour le développement, et j'estime que la meilleure manière de mettre ce fait en évidence serait de consacrer tout particulièrement cette année à la coopération internationale.

23. Il faut aussi se placer à un point de vue réaliste et envisager les choses sous l'angle pratique. Nous

aurons à peine le temps, d'ici à 1965, de faire tous les préparatifs nécessaires pour mettre en œuvre les idées et les programmes que comportera la célébration de l'Année de la coopération internationale. Il y a évidemment beaucoup à faire, mais les bases ont été établies si soigneusement et si complètement en vue des tâches difficiles et variées qu'il faudra entreprendre, que ce n'est pas par pure courtoisie que nous remercions sincèrement et chaleureusement la Commission préparatoire, au paragraphe 2 du dispositif, du travail qu'elle a accompli.

24. Les Membres de l'Assemblée ne voudront pas, j'en suis sûr, que j'analyse en détail les principes généraux, les activités proposées et la publicité recommandée dans le rapport de la Commission préparatoire [A/5561] qui vient de nous être soumis. Il me suffit de dire que l'on se propose de mettre l'accent sur les activités actuelles et de longue date qui requièrent la coopération internationale. De cette manière, la fin de l'Année de la coopération internationale n'entraînera ni réduction des activités, ni affaiblissement de notre enthousiasme, ni interruption des progrès réalisés. De plus, une évaluation des activités en cours ainsi que de ce qui a déjà été fait et de ce qui peut être fait et, s'il y a lieu, une réorientation des plans qui auront déjà été élaborés constitueront les pierres angulaires sur lesquelles on pourra édifier un avenir plus dynamique et plus sûr.

25. Au paragraphe 4 du dispositif, l'Assemblée prie tous les Etats Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales intéressées de noter que l'année 1965 a été désignée comme Année de la coopération internationale, de donner la plus grande publicité possible aux activités qu'ils entreprennent dans le domaine de la coopération internationale et d'élaborer les plans et les programmes qui leur paraîtront convenir le mieux pour servir les fins de l'Année de la coopération internationale. Ainsi, indépendamment des efforts déployés par chaque Etat Membre, ces divers organismes auront toute latitude de choisir les moyens qui leur conviendront le mieux pour agir de la façon la plus efficace possible. Les souverainetés nationales ne seront lésées en rien et chaque pays sera libre de faire de son mieux comme il l'entend.

26. La Commission préparatoire ne devait pas comprendre plus de 12 membres, nommés par le Président de l'Assemblée générale à la dix-septième session; on propose la création d'un comité analogue qui entreprendrait toutes les tâches appropriées pour un organe de cette nature. Ce comité travaillera sans aucun doute avec une ardeur et une efficacité égales à celles dont la Commission préparatoire a fait preuve et il obtiendra certainement le même succès.

27. Les paragraphes 6 et 7 du dispositif auraient pour effet d'inviter les Etats Membres, les institutions spécialisées des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales intéressées à fournir au comité, selon qu'il conviendra, des renseignements sur leurs plans et intentions touchant à l'Année de la coopération internationale. Qu'il me soit permis d'appeler

l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'on laisse ainsi aux Etats Membres et aux autres organismes intéressés une entière liberté dans la conduite de leurs activités. Tout ce qu'on leur demande de faire, c'est de communiquer au Comité les renseignements dont ils disposent, dans la mesure qu'ils jugeront appropriée. La raison de cette disposition est fort claire. D'une part, chaque pays, chaque institution ou organisation doit se sentir entièrement libre de choisir sa propre manière de procéder. Chaque pays, chaque institution, chaque organisation sera le mieux à même de juger des moyens les plus appropriés, les plus efficaces et les plus satisfaisants de célébrer l'Année de la coopération internationale. D'autre part, il n'y a rien à perdre et, au contraire, tout à gagner en communiquant des renseignements au comité qui sera chargé d'élaborer et de coordonner les plans en vue de la célébration de l'Année de la coopération internationale, compte tenu de tous les renseignements qu'il aura recueillis des Etats Membres et des institutions et organisations intéressées.

28. Cela permettrait en outre au comité d'organiser et de préparer les activités appropriées qu'entreprendra l'Organisation des Nations Unies elle-même. Ce faisant, le comité gardera présent à l'esprit le rapport de la Commission préparatoire auquel je me suis référé plus d'une fois.

29. Au paragraphe 8 du projet de résolution, l'Assemblée prie le Secrétaire général de fournir toutes les facilités nécessaires pour promouvoir et mener à bien l'Année de la coopération internationale. Toutefois, cette demande tient pleinement compte de la situation financière de l'ONU et, en conséquence, des facilités ne sont demandées que dans la limite des crédits budgétaires existants. La célébration de l'Année de la coopération internationale ne devrait pas imposer une charge trop lourde aux finances de l'Organisation, qui sont déjà fortement mises à contribution. En outre, le Secrétaire général tiendra naturellement compte, en répondant à cette demande, du rôle particulier que jouera l'Organisation des Nations Unies proprement dite, indépendamment des efforts que feront les Etats Membres, les institutions spécialisées et d'autres organismes. De plus, pour que l'Assemblée générale puisse suivre de très près la marche des événements et conserver entièrement le contrôle et la direction de toutes les activités dont se chargeraient les Nations Unies, le comité serait prié, aux termes du paragraphe 9, de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

30. J'espère en avoir dit assez pour convaincre tous les Membres ici présents que ce projet de résolution, aussi bien par sa nature que par ses effets, ne peut donner lieu à aucune controverse. Il n'impose de charge, financière ou autre, à aucun Etat Membre. Je suis certain qu'aucun Etat Membre ne considérera comme une charge de donner la plus grande publicité possible à ses activités présentes en matière de coopération internationale, ainsi qu'aux efforts qu'il déploie pour renforcer et étendre ces activités. Je suis également convaincu qu'aucun Etat Membre n'envisagera comme un fardeau l'élaboration et la mise au point des plans

et des programmes qui lui paraîtront convenir le mieux pour servir les fins de l'Année de la coopération internationale. Aucune pression ne sera exercée de l'extérieur sur un Etat Membre ou une institution quelconques, et les efforts de coordination déployés par le comité n'entraveront ni ne diminueront en rien le contrôle et l'autorité d'un Etat Membre ou d'une institution dans la réalisation des propositions et des objectifs liés à la célébration de l'Année de la coopération internationale. Eu égard à tous ces facteurs, il me semble qu'aucun Etat Membre ne devrait éprouver de difficulté à appuyer le projet de résolution soumis à l'Assemblée.

31. Qu'il me soit permis de terminer en soulignant que la présentation de ce projet de résolution ne constitue en rien une tentative d'inoculer le germe redoutable de l'euphorie parmi les Membres et les institutions de notre organisation, et encore moins de le répandre dans un monde confiant. On ne décèle aucune trace de contentement de soi dans ce projet de résolution. Nous n'y cherchons pas à faire notre éloge, pas plus qu'à nous féliciter. La gravité des problèmes qui nous entourent ne nous échappe pas, ni, d'ailleurs, les conséquences extrêmement dangereuses qu'aurait l'impossibilité de les résoudre. Nous n'entendons pas dormir sur nos deux oreilles ni prendre un air suffisant en considérant le chemin parcouru jusqu'ici. Ce projet de résolution reflète uniquement la compréhension réaliste du fait que la mésentente et les antagonismes dans le domaine international nous affligent sur tous les continents et que le respect de la Charte exige que nous recourions à tous les moyens pacifiques pour qu'ils fassent place à l'harmonie et à la coopération. Nous y exprimons la conviction que le moyen le plus efficace de susciter cette transformation est de consolider et de développer la coopération internationale existant actuellement. Pour étendre la coopération internationale, il faut rendre tous les peuples conscients de la nature et de l'étendue de la coopération internationale qui existe aujourd'hui, des bons résultats qu'elle a déjà obtenus, des possibilités de développement fructueux qu'elle recèle et des ressources qu'elle offre pour faciliter l'élimination des tensions et réduire le domaine des conflits.

32. C'est pour ces raisons que les délégations qui présentent ce projet de résolution demandent à toutes les autres délégations présentes de servir ce noble objectif en adoptant ce texte à l'unanimité.

33. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Avant de donner la parole à l'orateur suivant inscrit sur ma liste, je tiens à déclarer, conformément aux dispositions de l'article 154 du règlement intérieur, que le Secrétaire général m'a fait savoir que l'adoption du projet de résolution A/L.433/Rev.1 n'entraînera aucune dépense supplémentaire au cours de l'exercice financier 1964.

34. Conformément au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée déciderait de créer un comité pour l'Année de la coopération internationale, composé de 12 membres au plus, qui seraient désignés par le Président de l'Assemblée générale.

35. Compte tenu du fait que, en vertu de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale ces

membres devront être des représentants de gouvernements, l'Organisation des Nations Unies n'aura pas à rembourser les frais de voyage et les indemnités de subsistance de ces représentants. En outre, il a été prévu que le comité se réunirait au Siège et organiserait ses travaux de façon qu'ils cadrent avec le programme de conférences qui doit être adopté pour 1964 et qu'il utiliserait l'une des rares salles de conférences disponibles l'année prochaine.

36. Conformément aux dispositions du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de fournir, compte tenu de la participation de l'Organisation des Nations Unies à l'Année de la coopération internationale et dans la limite des crédits budgétaires existants, tous les services nécessaires pour promouvoir et mener à bien l'Année de la coopération internationale.

37. Le Secrétaire général estime que, en vertu des dispositions de ce paragraphe, il est autorisé à donner suite aux demandes que la Commission pourrait formuler en vue de la préparation et de la mise à jour de certains recueils de traités, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa g du paragraphe 17 du rapport de la Commission préparatoire [A/5561].

38. M. ENCKELL (Finlande): Ma délégation a eu le privilège de participer aux travaux de la Commission préparatoire, notamment à l'élaboration du rapport que l'Assemblée générale examine aujourd'hui [A/5561]. Nous avons été particulièrement heureux de noter le climat d'entente qui a constamment régné au sein de la Commission, qui nous a permis de procéder, dans un esprit en tout point digne de notre sujet, à des échanges fructueux et de terminer nos travaux sans avoir eu une seule fois à recourir à un vote, comme vient fort justement de le souligner ici même le Rapporteur de la Commission.

39. Nos délibérations ont profité dans une très large mesure des précieuses contributions qu'ont bien voulu nous apporter, en réponse à l'appel que nous leur avions adressé, de nombreux gouvernements. Les contacts suivis qu'il nous a été donné d'entretenir avec les institutions spécialisées et les suggestions que nous avons eu le plaisir de recevoir d'organisations non gouvernementales ont également éclairci de façon notable les données du problème que nous avons mission d'étudier.

40. De ces multiples confrontations et des nombreux contacts que nous avons pu entretenir en marge de nos réunions, ma délégation a, pour sa part, tiré le très grand avantage d'envisager avec plus de précision ce qu'il serait souhaitable et possible de faire figurer au programme d'une année de coopération internationale qui se déroulerait en 1965, c'est-à-dire pendant l'année où les Nations Unies célébreront le vingtième anniversaire de leur fondation.

41. C'est manifestement sous le signe de la coopération internationale que nous voudrions placer ce vingtième anniversaire. Nous avons donc jugé qu'il serait, en effet, éminemment souhaitable que, comme l'a suggéré l'Assemblée générale dans sa résolution 1844 (XVII), nous fassions de cette année anniversaire l'Année de la coopération internationale.

Ma délégation estime que, en agissant ainsi, nous pourrions assurer le plus grand retentissement possible à l'Année de la coopération et, en même temps, donner un caractère de plus grande valeur pratique aux manifestations auxquelles ce vingtième anniversaire donnera lieu. Une date plus éloignée aurait sans doute laissé plus de temps aux préparatifs. Mais il importe, à notre avis, de ne point négliger une occasion si propice. Ma délégation est par conséquent entièrement d'accord avec les auteurs du projet de résolution que vient de présenter si brillamment le représentant de la Trinité et Tobago, en souhaitant que l'Assemblée désigne l'année 1965 comme l'Année de la coopération internationale.

42. Quel serait le but d'une telle année et quel en serait le caractère? A ce sujet, il m'est arrivé parfois d'avoir eu, en dehors des Nations Unies, des entretiens où il m'a fallu dissiper certaines conceptions erronées de la manière dont nous l'envisageons. Personne, dans cette enceinte, ne la voit comme l'équivalent, sur le plan international, d'une semaine de bonté, à la fin de laquelle tout reviendrait aux conditions antérieures. Nous savons tous ici qu'il serait vain d'imaginer que nous trouverions alors soudain possible de trancher des problèmes ardues qui, en raison de leur caractère complexe et parce qu'ils ont prêté à controverse, nous ont préoccupés, ici ou ailleurs, pendant longtemps. Et ce n'est assurément le propos de personne d'avancer à cette occasion que tout est pour le mieux dans le monde international.

43. Il s'agit bien entendu de toute autre chose. La louable initiative du Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru [voir 1051ème séance, par. 38], visait avant tout à étendre la connaissance de la portée de la coopération internationale telle qu'elle se poursuit de nos jours, des résultats atteints et de la dimension des programmes en voie d'exécution. On pourrait ainsi apporter un correctif à l'idée que se font la plupart des gens des possibilités de servir utilement les intérêts communs de l'humanité. Ces idées judicieuses ont été reprises dans notre résolution de l'an dernier; elles ont été amplement commentées ici même il y a un an — le rapport de la Commission préparatoire en fait état — et elles figurent en bonne place dans le projet de résolution qui vient de nous être soumis [A/L.433/Rev.1]; elles viennent d'être magistralement exposées par le représentant de la Trinité et Tobago. Je ne reviendrai donc pas là-dessus.

44. L'accélération à laquelle nous assistons dans le développement des rapports internationaux, les immenses transformations qui nous ont conduits à ce système planétaire où, pour la première fois depuis les débuts de l'histoire, le monde politique agissant coïncide à très peu de chose près avec le monde géographique, tous ces grands événements se sont produits en moins de 20 ans.

45. C'est dans l'espace de cette même vingtaine d'années que s'est créé le gigantesque système des Nations Unies qui a introduit dans les domaines les plus divers des formes jusque-là pour la plupart inédites d'action internationale, basées sur l'entraide, sur la solidarité et sur les efforts entrepris en commun, instaurant de nouvelles manières d'agir

et donnant de nouvelles raisons d'espérer. Tout cela, je le répète, s'est accompli en moins de 20 ans.

46. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il se soit produit en même temps, un peu partout, un sérieux décalage entre ce qui est réellement et ce qu'en pense et en sait le grand public, même éclairé, même curieux des événements internationaux.

47. C'est avec raison que l'on parle parfois — et mon ministre des affaires étrangères l'a fait ici dernièrement — du mur de silence qui entoure une si grande part de l'action des Nations Unies. Les grands programmes qui sont du domaine du Conseil économique et social ne sont guère connus du grand public. La Décennie des Nations Unies pour le développement est loin d'avoir toute la publicité qu'elle mérite. Les 85 p. 100 du personnel du système des Nations Unies, qui travaillent au premier grand effort systématique de coopération internationale dans les domaines économique et social, sont certainement un des phénomènes majeurs de notre temps. Mais ils travaillent dans l'ombre.

48. Il nous semble donc urgent et nécessaire de tâcher de remédier à cette situation. Il importe qu'un nombre toujours plus grand de personnes prennent conscience de ce qui a été accompli ou de ce qui est en voie d'accomplissement dans cet immense chantier que surplombent, dirigent et symbolisent les Nations Unies. Il importe que s'accroisse rapidement le nombre de ceux qui sont pleinement avertis des nouveaux devoirs, des responsabilités accrues qui résultent pour tous de l'interdépendance grandissante du monde.

49. En effet, l'extension, aussi difficile que nécessaire, des concepts traditionnels de l'intérêt national ne saurait guère se faire sans le concours et l'appui d'une opinion éclairée, amplement renseignée aussi bien sur la nécessité que sur les possibilités d'une action internationale qui corresponde pleinement et véritablement à la situation du monde actuel, aux exigences du temps présent.

50. Il semble donc à ma délégation que nous ne saurions faire œuvre plus utile qu'en plaçant, au centre même de nos programmes pour l'Année de la coopération, l'enseignement de la coopération, des résultats qu'elle a atteints, des possibilités dont elle dispose, de la nécessité qu'elle présente.

51. Il y aurait avantage à tâcher de rétablir l'équilibre dans les esprits entre ce qui a été fait et ce qui reste à faire, en soulignant, plutôt que ce qui inquiète, ce qui pourrait inspirer. Nous devons à la cause que nous voulons avancer ici d'essayer de convaincre la plus grande part possible de l'opinion que rien n'est aussi passionnant ou, pour employer un mot à la mode, aussi sensationnel que ce corps à corps que nous avons sciemment cherché avec les causes profondes de la peur, de la haine, de la faim, de la maladie, de l'ignorance et de la misère, et que rien n'est aussi spectaculaire que le recul qu'en unissant nos forces nous avons infligé à ces adversaires du genre humain.

52. Il s'agirait, autrement dit, de mettre en vedette non pas nos divergences d'opinions, mais notre unité, les domaines où nous avons déjà trouvé moyen

d'œuvrer ensemble pour le bénéfice de tous, les grandes œuvres déjà accomplies et celles qui sont en cours d'exécution.

53. L'avantage d'un tel programme serait double, et l'Assemblée l'a déjà dit dans la résolution qu'elle a adoptée à l'unanimité l'an dernier. D'une part, en soulignant la nécessité déjà étendue de coopération et de solidarité entre les nations, il contribuerait sans doute à créer un climat plus propice à la solution des grands problèmes que nous examinons ici. D'autre part, il augmenterait évidemment le soutien dont a si grand besoin le travail de coopération qui se poursuit actuellement et qui, si nous n'y prenons garde, risque de demeurer connu des seuls spécialistes.

54. Si c'est là ce que nous voulons faire, la question se pose de savoir comment procéder. Le rapport de la Commission préparatoire contient un certain nombre d'indications là-dessus, qu'il appartiendra à la nouvelle commission de préciser et de développer si l'Assemblée décide de créer un tel organe. Je voudrais cependant dire dès maintenant qu'il semble à ma délégation que chaque Etat Membre saura lui-même le mieux ce qu'il lui faudra faire et comment s'y prendre pour atteindre de la meilleure façon possible les résultats voulus. Les différences sont si grandes de pays à pays, si grande est la variété des moyens d'action dont dispose chacun d'entre nous, qu'il serait malaisé, et probablement sans grande utilité pratique, d'élaborer un plan détaillé pour un pays type qui, assurément, n'existe pas. J'ajoute qu'il semble à ma délégation tout aussi nécessaire de laisser la plus grande latitude aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales pour les activités qu'elles désireraient entreprendre chacune dans son domaine particulier, en cette occasion. Mais je tiens à souligner que sans leur concours actif le succès de l'Année de la coopération se trouverait gravement compromis et qu'il serait sans doute souhaitable que la future commission prévue par le projet de résolution puisse coordonner leurs efforts afin de ménager à toutes le maximum de possibilités.

55. Pour que les Etats Membres puissent agir avec la plus grande efficacité possible, il leur faudra, de toute évidence, être assurés du concours actif des organes internationaux compétents qui devraient pouvoir leur fournir une documentation et un matériel abondant sur l'œuvre présente et passée de coopération internationale. C'est là un des avantages, et non des moindres, des évaluations qu'envisage le rapport de la Commission et qui, en portant sur les résultats acquis, nous permettrait avant tout de faire le point et de mesurer le chemin parcouru jusqu'ici, principalement dans les domaines reliés aux programmes de développement.

56. Peut-être y a-t-il lieu, pour plus de clarté, de préciser que ma délégation n'entend pas, par programmes pour l'Année de la coopération, toutes les activités auxquelles se livreront les organisations internationales en 1965. Ainsi, il n'a pas été question, que je sache, d'englober les travaux de la vingtième session de l'Assemblée générale dans ces programmes.

57. L'Année de la coopération ne saurait être, à notre sens, ni un aboutissement ni un nouveau départ. Si les efforts que nous poursuivons ici pour résoudre nos problèmes avaient besoin d'un stimulant de cette nature — ce que je ne pense pas — il nous faudrait, au début de chacune de nos sessions, proclamer qu'elle doit être une session de coopération.

58. Si nous voulons renforcer l'idée que ce que nous faisons, dans le grand système des Nations Unies, est non seulement salubre et utile, mais aussi nécessaire, si nous voulons ancrer plus fortement dans les esprits l'idée de coopération active, nous ferions sans doute bien de prendre garde de ne pas nous lancer à cette occasion dans des entreprises qui risqueraient de nous conduire à des échecs dont le retentissement pourrait plutôt décevoir que convaincre.

59. Ma délégation trouverait pour sa part difficilement justifiable un remaniement de nos calendriers visant à retarder ou à avancer certaines de nos activités dans le seul but d'en faire coïncider la date avec l'Année de la coopération. Il va sans dire que nous poursuivons ici activement nos travaux, avec ou sans Année de coopération, et que cette année de coopération doit être essentiellement destinée à nous faciliter l'accomplissement de nos tâches, en nous assurant un soutien plus étendu, et en augmentant, de par le monde, la compréhension de la nature véritable de ce qui se fait sous le signe des Nations Unies.

60. Il y a quelques semaines, le Ministre des affaires étrangères de Finlande a dit, ici même, que nous avions des raisons de penser que nous évoluons vers une coopération active, au-delà des frontières idéologiques, pour la réalisation des objectifs de la Charte. Qu'il me soit permis de rappeler ses propos. Il a dit:

"Cette coopération, loin d'empêcher qui que ce soit de rester fidèle à ses responsabilités nationales, à ses idéaux et à ses convictions, est en fait indispensable au progrès intérieur de chacun d'entre nous. Jamais la nécessité d'une coopération internationale ne s'est fait aussi nettement et aussi largement sentir qu'aujourd'hui. Un des résultats les plus importants qu'ait obtenu l'Organisation des Nations Unies est sans doute d'avoir éveillé et développé l'idée d'interdépendance, le désir de travailler ensemble pour trouver les moyens de concilier des intérêts divergents.

"Cette réalisation risque d'être éclipsée dans l'opinion populaire par les échecs et les difficultés de la coopération internationale, et je pense qu'il serait utile d'essayer de rompre cet écran de silence qui cache une grande partie de l'œuvre des Nations Unies. Nous nous félicitons de l'idée lancée par le premier ministre Nehru, qui a proposé de proclamer une année spéciale de coopération internationale [1051ème séance, par. 38] afin d'appeler davantage l'attention du monde sur ce que les nations ont pu obtenir et réaliser grâce à la coopération. Ce faisant, je crois que nous gagnerions à l'œuvre des Nations Unies la compréhension et le soutien d'un public toujours plus nombreux, ce qui accroîtrait nos possibilités d'action future." [1225ème séance, par. 12 et 13.]

61. C'est là ce qu'à notre avis il importe de faire, et ce qui pourra sans doute se faire avec le concours de tous les Etats Membres, si l'Assemblée décide, en adoptant le projet de résolution qui lui a été soumis, de passer maintenant à la seconde étape, bien plus importante que la première, des préparatifs pour l'Année de la coopération internationale.

62. M. EL-ZAYYAT (République arabe unie) [traduit de l'anglais]: Nous avons entendu du haut de cette tribune maints discours empreints de cette tension que communique à l'homme la crainte pour son existence, ses droits et sa sécurité. Au long des années, la crainte a été le thème dominant de la plupart des paroles prononcées ici. En revanche, je monte aujourd'hui à cette tribune le cœur rempli d'espoir. Lors de ma participation aux travaux de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale, j'ai eu l'occasion de rechercher des indices de la santé du monde plutôt que des symptômes des maux qui l'affligent, et j'ai constaté que ce monde est beaucoup plus sain que nous ne le pensons.

63. Plus de 18 ans se sont écoulés depuis l'adoption de notre charte et la création de notre organisation. Au cours de ces années, nous avons connu des moments d'angoisse, nous avons été témoins de conflits, de guerres limitées et de tragédies, qui, elles, n'étaient pas limitées. Il n'en demeure pas moins que nous, les peuples des Nations Unies, avons sauvé la génération présente du fléau de la guerre thermonucléaire. Nous avons aidé à proclamer à nouveau la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes ainsi que des nations, grandes et petites. Au cours de ces 18 années, de nombreuses nouvelles nations sont devenues Membres de cette assemblée après s'être libérées du joug colonial. Nombreux sont les hommes qui peuvent maintenant servir librement la cause de l'amitié internationale, alors qu'il y a 18 ans ils n'étaient même pas libres d'être amis. Nous avons aidé à promouvoir le progrès social, à élever le niveau de vie dans une liberté plus grande, dans des régions de plus en plus vastes de notre univers. Enfin — et c'est là ce qui importe le plus —, nous avons appris que ce monde constitue un tout dont la sécurité est indivisible et dont le progrès résulte d'une lutte commune pour la poursuite d'un objectif commun. Dans le monde ébranlé d'il y a 18 ans, qui aurait pensé qu'ensemble nous aurions pu parcourir un tel chemin?

64. Les conférences de notre organisation mondiale et de ses institutions spécialisées ont réuni, une année après l'autre, spirituellement, les hommes et les femmes de plus de 100 nations. Ces réunions ont permis de constituer un réservoir de bonne volonté et d'espoir. Chacune de ces 18 années qui s'est écoulée sans guerre mondiale a été un investissement dans un avenir sans guerre. Chacune de ces 18 années a été un investissement dans un monde vaillant et nouveau, un monde d'émulation pacifique et de coopération constructive.

65. Les Nations Unies ont énoncé leurs buts dans les quatre paragraphes de l'Article premier de la Charte. Au troisième et au quatrième paragraphes,

les Nations Unies se sont fixé les buts suivants: "Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire" et "Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes." C'est grâce à ces deux paragraphes que la paix à laquelle l'homme aspire vaut la peine d'être obtenue, parce que la paix que nous souhaitons n'est pas une paix négative et stagnante, mais une paix active, vivace et productive. Et ce genre de paix peut résister à la violence des controverses et des conflits.

66. Si jusqu'à présent nous avons été préservés de la guerre thermonucléaire, si nous sommes en vie aujourd'hui, ce n'est pas seulement en raison des armes de dissuasion qui existent à l'Est et à l'Ouest, mais grâce à ce réservoir de bonne volonté et d'espérance qui s'est rempli petit à petit, silencieusement, par suite des nombreux efforts discrets et peu remarqués que l'on a déployés dans le domaine de la coopération internationale. Je voudrais donner brièvement quelques exemples de ces efforts, choisis au hasard.

67. On exécute actuellement au Moyen-Orient et en Afrique orientale un programme de lutte anti-acridienne. Lorsque des nuages de sauterelles affamées et hostiles survolent une région désertique de l'Afrique ou du Moyen-Orient, la moindre surface plantée de la région tout entière est menacée et, avec elle, tous ceux qui vivent de la récolte qu'elle donnera. Le système international d'alerte et de défense commune est non seulement le bienvenu, mais encore d'une importance réellement vitale.

68. A l'heure actuelle dans les eaux de l'Océan indien voguent 42 navires ayant à leur bord des hommes de science appartenant à plus de 20 nations différentes. Ces savants coopèrent entre eux et avec d'autres savants de l'Est, de l'Ouest et de pays non alignés, dans le cadre d'une étude longue et approfondie de la vie dans cet océan. Cette étude non seulement contribuera utilement au progrès dans différents domaines de la science, mais elle accroîtra les ressources alimentaires de tous les hommes.

69. Au cours d'une réunion récente qui a eu lieu à Addis-Abéba^{1/}, toutes les nations d'Afrique ont décidé de créer en commun une banque africaine de développement. Ces nations coopèrent actuellement afin que la banque fonctionne pour le plus grand bien de toutes les nations en voie de développement du continent africain.

70. Les Etats-Unis et l'Union soviétique coopèrent aujourd'hui au pôle Sud. A cette tribune [1209^{ème} séance], le président Kennedy a préconisé une coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans l'espace extra-atmosphérique.

71. Les nations d'Amérique latine découvrent aujourd'hui qu'elles ont besoin d'une coopération accrue dont elles retireront des avantages, les petites nations aidant parfois les grandes. Les savants

d'Amérique latine ont coopéré avec leurs collègues pour déceler les causes et mettre au point le traitement des maladies des plantes.

72. Les pays scandinaves, avec leurs régimes politiques et sociaux différents, partagent les fruits de leur coopération au sein du Conseil nordique et en obtiennent des avantages importants et hautement appréciés dans les domaines économique et social.

73. Les Etats d'Europe orientale coopèrent entre eux et avec de nombreux autres pays. L'assistance fournie par l'Union soviétique en vue de la construction du barrage d'Assouan est un exemple de coopération remarquable.

74. A notre époque, dans les capitales du monde, les stations météorologiques nationales ont entrepris en commun des études et des expériences à l'occasion de l'Année internationale de l'activité solaire minimale. En 1965, l'Organisation météorologique mondiale aura 100 ans. Cela représente un siècle de coopération internationale qui a donné des résultats tangibles et précieux.

75. Comme notre ministre des affaires étrangères l'a dit à cette tribune au début de la présente session, le magnifique effort collectif d'un grand nombre de nations préservera pour le monde entier et pour une République arabe unie reconnaissante les monuments historiques de Nubie. Cette semaine, au Caire, des contrats ont été signés avec des entreprises allemandes, suisses, italiennes, françaises, de même qu'avec des sociétés nationales pour entreprendre les travaux qui permettront de sauver les temples d'Abu Simbel.

76. Comme on l'a déjà signalé, il importe que nous nous rendions compte du degré de coopération qui existe déjà. Le dynamisme de l'histoire exige une coopération de plus en plus poussée. On peut célébrer aujourd'hui une année de la coopération internationale, alors que cela n'aurait pas été possible il y a quelques années. Les Nations Unies constituent de toute évidence le lieu et le dispositif appropriés pour la mise en œuvre d'un tel projet. Le moment est approprié, le lieu l'est aussi et l'initiative ne l'est pas moins.

77. La Commission préparatoire a formulé certains principes. Elle a jugé préférable de recommander que l'accent soit mis sur les activités actuelles et de longue date qui requièrent la coopération internationale plutôt que de proposer des activités précises à exécuter uniquement au cours de 1965. Comme le rapporteur de la Commission vient de nous le dire, lorsque la Commission est parvenue à cette conclusion, elle a estimé que toute proposition précise recommandant de nouveaux domaines de coopération internationale devait être étudiée séparément par l'Assemblée générale. Le projet de résolution de six puissances [A/L.433/Rev.1] qui vient de nous être présenté de façon si remarquable par le représentant de la Trinité et Tobago envisage au paragraphe 5 de son dispositif la création d'un comité qui serait chargé de formuler et de coordonner des plans en vue de l'Année de la coopération internationale.

^{1/} Conférence au sommet des Etats indépendants d'Afrique, tenue à Addis-Abéba du 22 au 25 mai 1963.

78. Pour terminer, je voudrais soumettre quelques idées à l'Assemblée et au comité que l'on se propose de créer.

79. En premier lieu, les Nations Unies devraient demander à toutes les universités du monde d'organiser pendant l'année 1965 des cours consacrés aux problèmes de la coopération internationale en plus de ceux que la plupart d'entre elles font déjà sur les problèmes relatifs aux différends internationaux.

80. Les Nations Unies devraient inviter les représentants de journaux, de revues, de la radio, de la télévision et de tous les autres moyens d'information des masses à organiser en 1965 dans chaque pays et dans chaque région des comités qui rechercheraient et signaleraient les domaines dans lesquels s'exerce la coopération mondiale.

81. Les Nations Unies devraient inviter un certain nombre d'intellectuels de renommée mondiale à rédiger, avant 1965, une déclaration sur la coopération internationale, qui compléterait la Déclaration des droits de l'homme et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, que l'Assemblée générale a adoptée hier [1261ème séance].

82. Les Nations Unies devraient réunir un groupe de savants éminents de toutes les nations, qui entreprendrait, en 1965, un effort commun pour améliorer nos techniques dans des domaines d'importance vitale, tels que la pisciculture et le dessalement de l'eau de mer.

83. Les Nations Unies devraient demander à des savants éminents d'entreprendre en 1965 un effort concerté en vue de trouver des applications de l'énergie nucléaire, de l'énergie solaire et d'autres formes non encore utilisées d'énergie pour satisfaire les besoins des nations en voie de développement.

84. Les Nations Unies devraient organiser des réunions régionales d'académiciens et de spécialistes éminents dans le domaine des sciences politiques pour rechercher des possibilités nouvelles de coopération internationale.

85. Les Nations Unies devraient instituer un prix annuel désigné sous le nom de "prix Dag Hammarskjöld" et qui aurait la même valeur que le prix Nobel et le prix Lénine. Ce prix serait attribué chaque année à une personne, membre ou non d'un gouvernement, qui aurait rendu les plus grands services à la cause de la coopération internationale.

86. Nous espérons que l'Assemblée adoptera à l'unanimité le projet de résolution qui lui est soumis et transformera ainsi en une décision prise par une certaine de nations ou plus l'idée lancée ici il y a trois ans par le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, qui a donné naissance à la proposition des six puissances dont nous sommes saisis.

87. Lorsque l'année 1965 se terminera, nous espérons que le monde aura reconnu que ses forces constructives sont beaucoup plus puissantes que n'importe quelle force de destruction.

Sir Patrick Dean (Royaume-Uni), vice-président, assume la présidence.

88. M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) [traduit de l'anglais]: L'idée que, à l'occasion de son vingtième anniversaire, l'Organisation prenne des mesures pour renforcer et étendre la coopération entre les nations a reçu un accueil bienveillant et un soutien actif à l'Assemblée générale. C'est là une chose naturelle. En effet, la coopération internationale est l'un des buts essentiels des Nations Unies, tel qu'il est énoncé au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte et tel qu'il ressort de l'esprit et de la lettre de cet instrument.

89. La République socialiste tchécoslovaque est l'un des Membres fondateurs de l'ONU. D'autre part, l'idée de la coopération internationale est profondément ancrée dans les traditions de vie et de travail et dans les aspirations ancestrales des peuples de notre pays. Qu'il me soit permis de rappeler que, parmi les anniversaires mondiaux importants l'UNESCO s'apprête à célébrer en 1964 le 500ème anniversaire de la mise au point d'un plan de coopération permanente entre les pays européens; ce plan, qui a été conçu 28 ans avant que Christophe Colomb mette le pied sur le continent américain, a été élaboré et soumis aux princes et aux peuples d'Europe par celui qui était alors roi de Bohême, et il reflète pleinement l'esprit humanitaire et pacifique du mouvement le plus démocratique et le plus révolutionnaire du Moyen Age; le mouvement hussite tchèque, dont notre peuple est fier.

90. Le socialisme, que nos peuples ont librement choisi pendant leur lutte contre l'occupant fasciste lors de la seconde guerre mondiale, a su exprimer d'une manière plus précise et plus explicite ces aspirations séculaires. Le préambule de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque proclame ce qui suit:

"Nous désirons vivre dans la paix et l'amitié avec toutes les nations du monde et contribuer à la coexistence pacifique et aux bonnes relations entre pays ayant des systèmes sociaux différents."

91. Dans la déclaration qu'il a faite le 25 février 1963, le Président de la République tchécoslovaque, Antonín Novotný, a proclamé à nouveau que:

"Notre pays, se fondant sur le principe de la coexistence pacifique, souhaite maintenir de bonnes relations, des relations amicales et pacifiques, avec tous les pays du monde."

Ainsi, par tradition et en vertu du système qui régit actuellement notre société et notre Etat, nous sommes attachés à la cause de la coexistence et de la coopération pacifique.

92. Ce sont les raisons pour lesquelles la République socialiste tchécoslovaque a été heureuse d'accepter de faire partie de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale et qu'elle a joué un rôle actif dans les travaux de cet organe.

93. Ma délégation voudrait ajouter quelques observations au rapport soumis par la Commission. Nous avons déjà formulé certaines de ces observations, du moins en partie, au cours des travaux de la Commission ainsi que dans la réponse de la Tchécoslovaquie au questionnaire que le Secrétaire général a adressé en exécution de la résolution 1844 (XVII).

94. Je voudrais signaler tout d'abord que la proclamation d'une Année de la coopération internationale et le fait de lier cette initiative au vingtième anniversaire de l'Organisation ne sont pas des initiatives vagues et sans but; ils doivent correspondre à la signification que revêtent les 20 ans d'existence de l'ONU. Il est vrai que dans le passé diverses mesures ont été prises pour promouvoir certaines activités de coopération parmi les nations, mais c'était uniquement dans des domaines bien précis, comme, par exemple, celui de la santé publique et de la recherche scientifique. Cependant, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'un concept partiel. Nous parlons de la coopération et de son développement ultérieur entre nations dans la vie internationale tout entière, au sens de la Charte. De même, nous devons veiller à ce que cette coopération ne dure pas seulement un an, mais qu'elle devienne un élément permanent de la vie des nations. L'initiative prise en 1965 devrait être un stimulant pour la réalisation de cet objectif.

95. Nous notons avec satisfaction diverses formes de coopération internationale dans les domaines de la technique, de la science, de l'économie, de la culture et dans le domaine humanitaire. Ce serait une erreur de les sous-estimer. Nous savons que ces formes de coopération créent un réseau serré de relations qui rapprochent les personnes, les divers champs d'activité et des nations tout entières, qu'elles facilitent une meilleure compréhension mutuelle et, partant, la solution de certains problèmes politiques graves. D'autre part, il ne faudrait pas méconnaître le fait que de sérieux obstacles et de graves dangers risquent de rompre ce réseau de coopération et que, s'ils ne sont pas éliminés, leurs conséquences peuvent entraîner l'humanité tout entière vers la catastrophe et la destruction.

96. Parmi les obstacles graves de cette nature, qui entravent le progrès de la coopération internationale et qui écartent pratiquement certains peuples de cette coopération, on compte les vestiges du colonialisme. Il est difficile de développer et de promouvoir la coopération entre les Etats et les nations tant qu'il demeure encore dans le monde environ 50 millions de personnes qui vivent sous l'oppression du régime colonialiste et qui, jusqu'ici, ne jouissent pas des droits et des libertés fondamentaux inscrits dans la Charte et dont l'octroi est préconisé expressément par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le régime colonial a laissé dans la vie des nations un certain nombre de séquelles graves, notamment dans les domaines économique, social et humanitaire, et ces séquelles doivent être éliminées de toute urgence. Les nations qui ont été humiliées et exploitées pendant si longtemps doivent avoir l'assurance qu'elles pourront atteindre le niveau des pays évolués. Il importe de s'attacher tout particulièrement à faire disparaître les manifestations de racisme et de discrimination raciale sous toutes leurs formes.

97. Il y a également le grave danger que constituent la poursuite ininterrompue de la course aux armements, la continuation des préparatifs de guerre et la menace à la paix mondiale qui en découle. Dans la Charte, les nations ont proclamé leur résolution

de préserver les générations futures du fléau de la guerre, qui, à l'époque où la Charte a été rédigée, était encore présent à leur mémoire; elles ont également proclamé leur résolution d'assurer une paix durable dans le monde. Reconnaissons que ce but n'a pas été atteint jusqu'à présent. La paix mondiale n'a pas encore été garantie définitivement. En 1945, les 51 Membres fondateurs se souvenaient fort bien des horreurs de la seconde guerre mondiale; quant à nous, les 111 Etats Membres actuels, nous devons songer de notre côté aux horreurs d'une guerre thermonucléaire éventuelle. Nous devons redoubler d'efforts en vue de parvenir au désarmement général et complet, qui seul permettra la réalisation de cet objectif; nous devons en même temps nous efforcer d'aboutir à un accord sur des mesures accessoires, telles que la conclusion d'un pacte de non-agression entre les Etats membres du Traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN, la réduction des budgets militaires, la création de zones dénucléarisées dans diverses régions du monde, des mesures propres à prévenir toute attaque par surprise, de même que sur des mesures tendant à réduire les forces armées des deux Etats allemands.

98. Un autre obstacle sérieux est constitué par les relations sur un pied d'inégalité et les mesures discriminatoires dictées par des mobiles politiques qui subsistent entre les pays dans le domaine de l'économie et du commerce mondiaux. L'attention des Nations Unies se tourne à juste titre vers la prochaine conférence sur le commerce et le développement, qui devrait contribuer à assurer que le principe de l'égalité de tous les pays, stipulé dans la Charte, soit respecté aussi dans le domaine de l'économie et du commerce. La coopération internationale sera renforcée si la conférence accélère le processus de normalisation, comme base d'une extension importante de la coopération économique entre Etats, quel que soit le niveau de leur développement économique ou leur régime économique et social, aussi bien que pour tirer pleinement parti des avantages de l'échange international de produits.

99. Le fait que l'universalité de l'Organisation des Nations Unies n'a pas été assurée empêche celle-ci de devenir un instrument efficace de coopération internationale. Le refus de rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et le fait d'empêcher la République démocratique d'Allemagne, la République démocratique du Viet-Nam et la République démocratique populaire de Corée de participer aux travaux de l'Organisation et des institutions spécialisées, empêchent près de 800 millions de personnes de participer à la solution de problèmes politiques et spéciaux, tant à l'échelle mondiale que sur le plan régional. Célébrer le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en développant la coopération internationale à travers l'Organisation, et empêcher des Etats aussi grands et aussi importants d'adhérer à l'Organisation et de participer à cette coopération serait paradoxal, voire parfois hypocrite. Beaucoup de gens ne comprendraient pas ce que nous voulons commémorer si l'on empêche de se joindre à nous des pays qui jouent un rôle important dans le monde. Nous devrions donc prendre

les mesures nécessaires pour hâter l'application, au sein de notre organisation, du principe d'universalité.

100. Aussi, le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, en répondant à la lettre du Secrétaire général, en date du 23 mars 1963 relative à l'Année de la coopération internationale, a-t-il fait remarquer que, même si certains résultats initiaux concrets ont été atteints ces derniers temps, notamment dans les activités des Nations Unies intéressant le développement de la coopération pacifique entre Etats, l'humanité n'a pas résolu les questions les plus importantes. D'autre part, le gouvernement tchécoslovaque a attiré l'attention sur la nécessité pour les gouvernements des Etats Membres de redoubler d'effort pour éliminer les obstacles que j'ai mentionnés, si l'on veut que l'année 1965 soit un noble épisode.

101. Nous nous félicitons de ce que, cette année, de nouveaux résultats aient été atteints dans cette voie, par exemple le Traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires dans trois milieux et l'adoption à la présente session de plusieurs résolutions importantes. Nous souhaitons que cette tendance continue.

102. A la Commission préparatoire et dans de nombreuses réponses à la lettre précitée du Secrétaire général, il a été déclaré qu'il était nécessaire, durant l'Année de la coopération internationale, d'intensifier un certain nombre d'activités propres à renforcer les formes existantes de coopération internationale dans l'œuvre économique, technique, scientifique, culturelle et humanitaire de l'Organisation des Nations Unies, des Etats pris individuellement, ainsi que des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales. Nous faisons cette déclaration entièrement nôtre si les activités en question tendent à faciliter la solution des importants problèmes mondiaux dont j'ai parlé.

103. La Tchécoslovaquie préconise le développement de telles activités. Elle participe activement aux travaux de plusieurs certaines d'organisations internationales ayant des orientations diverses, à titre collectif ou par des concours prêtés à titre individuel; un certain nombre de manifestations internationales ont été organisées par ces institutions en Tchécoslovaquie, avec le plein appui de notre gouvernement et de notre peuple. Je tiens à mentionner, par exemple, l'Exposition de l'Union postale universelle en 1962, le très important Congrès pharmacologique international en août 1963, avec six colloques spécialisés, le Deuxième congrès néphrologique international en août et septembre 1963, auquel ont participé 900 experts de 40 pays, la Conférence des Nations Unies sur l'acier, etc.

104. Dans les suggestions formulées par certains pays, les activités relatives à la publicité et aux relations publiques jouent un rôle particulier. Nous savons que, jusqu'à présent, il n'y a pas grand-chose qui mérite une publicité, même si l'on conçoit que la publicité donnée aux résultats atteints puisse encourager à redoubler d'efforts. Nous croyons qu'il faudrait donner la plus large publicité possible aux heureux exemples de développement de la coopération amicale, de lutte contre l'idée que la guerre est inévitable, de condamnation des préjugés et

de l'intolérance d'origine nationaliste et raciale et d'opposition à la propagande belliqueuse.

105. Il ne faudrait pas, toutefois, que l'existence de graves problèmes non résolus soit marquée par une publicité et une propagande officielles et intensives réservées à des activités qui sont souvent d'importance secondaire. Cela ne favoriserait pas la coopération internationale et ne contribuerait pas non plus à renforcer la confiance des pays dans l'Organisation des Nations Unies et dans son aptitude à s'acquitter de sa tâche conformément à la Charte. C'est pourquoi l'attention du public dans le monde devrait plutôt être attirée vers les tâches à accomplir pour promouvoir et renforcer la coopération internationale. En ce sens, il nous paraît très important et nécessaire de faire connaître et comprendre la notion de coexistence pacifique et les principes de celle-ci.

106. Dans le monde actuel, la coexistence pacifique entre pays ayant des régimes sociaux et économiques différents est la seule base véritable et la condition préalable d'une coopération internationale. Elle résulte du principe de l'égalité souveraine et de l'autodétermination des nations. Naturellement, on ne saurait concevoir de coopération avec certains pays dont les gouvernements ne veulent pas reconnaître le droit d'autres peuples à déterminer eux-mêmes leur régime social et économique et refusent même parfois de reconnaître l'existence d'autres Etats dont le régime diffère des leurs. A l'heure actuelle, la coexistence pacifique est le seul moyen d'éviter une catastrophe nucléaire, dans laquelle l'humanité serait inévitablement précipitée par la faute de ceux qui ne veulent pas reconnaître l'existence de régimes économiques et sociaux différents et qui s'efforcent d'imposer à d'autres nations des régimes correspondant à leurs intérêts et à leurs goûts propres.

107. La délégation tchécoslovaque estime que, en élaborant le programme d'activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Etats Membres et des organisations non gouvernementales il convient de consacrer une attention particulière à deux problèmes.

108. Il faut d'abord favoriser les activités tendant à éliminer les séquelles économiques et sociales du colonialisme. La clef de la liquidation de ces vestiges réside dans une industrialisation accrue, qui non seulement forme la base du développement économique, mais aide aussi à résoudre un certain nombre de problèmes sociaux. L'intensification de cette tendance devrait se refléter tant dans les projets élaborés au sein de l'Organisation des Nations Unies que dans ceux qui seraient établis sur une base bilatérale. Etroitement liée à cette activité est l'aide apportée aux pays en voie de développement pour la formation de leurs cadres techniques, afin qu'ils puissent administrer eux-mêmes leur économie. La République socialiste tchécoslovaque étend et accroît son action à cet égard et continuera dans cette voie.

109. Un autre domaine important, dans lequel la coopération pourrait prendre de l'extension, est le renforcement du rôle du droit international en tant qu'instrument du développement et du resserrement des relations amicales et pacifiques entre Etats.

110. L'une des tâches essentielles de l'Assemblée générale, conformément aux Articles 11 et 13 de la Charte, est l'étude des principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et l'adoption de recommandations en vue d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification. Cette tâche revêt une importance accrue du fait de l'évolution politique du monde. La nécessité d'harmoniser les principes juridiques fondamentaux appliqués par les Etats dans leurs relations mutuelles avec les conditions existant actuellement au sein de la communauté internationale passe au premier plan.

111. La République socialiste tchécoslovaque ayant ces considérations à l'esprit a soumis, à la dix-septième session de l'Assemblée générale, un projet de déclaration sur les principes du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte. Cette déclaration sur les principes juridiques fondamentaux régissant la coexistence pacifique entre les Etats devrait, comme la Déclaration des droits de l'homme de 1948 et la Déclaration de 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, répondre aux exigences particulières de notre temps, caractérisées par les efforts que les peuples déploient inlassablement pour supprimer les causes de la tension internationale existante et créer les conditions d'une paix durable dans le monde. Dans sa résolution 1815 (XVII), l'Assemblée générale a décidé

"d'entreprendre en vertu de l'Article 13 de la Charte une étude des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte, en vue de leur développement progressif et de leur codification, de manière à assurer l'application plus efficace de ces principes".

112. Nous estimons que l'action d'une grande portée, entreprise par l'Assemblée générale sur la base de la résolution 1815 (XVII) devrait être considérée, étant donné son caractère et son importance, comme l'une des tâches par lesquelles l'Assemblée générale pourrait le mieux contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis par la désignation d'une année de la coopération internationale, ainsi que le proclament les premiers paragraphes du projet de résolution dont nous sommes saisis.

113. Nous continuerons d'étudier attentivement les diverses propositions présentées au cours du présent débat par d'autres délégations. Nous espérons que cet échange de vues aidera tous les Etats Membres, et en particulier le comité qui doit être créé pour l'Année de la coopération internationale, à trouver les mesures qui permettront d'orienter les activités de l'année 1965 de telle manière qu'elles puissent apporter une contribution très utile à la cause de la coexistence pacifique et de la coopération entre toutes les nations du monde.

114. Nous appuyons par conséquent le projet de résolution [A/L.433/Rev.1].

115. M. TREMBLAY (Canada): L'an dernier, un certain nombre de délégations, y compris la délégation canadienne, ont été les promotrices d'une

résolution [1844 (XVII)] qui chargeait une commission préparatoire d'examiner la possibilité de faire de l'année 1965 l'Année de la coopération internationale. Le Canada se félicite de la recommandation de cette commission visant à donner suite à ce projet.

116. Ma délégation est convaincue qu'il y a grand avantage, d'un point de vue pratique, à consacrer une année à l'avancement de la coopération internationale.

117. Une des caractéristiques du XXème siècle est l'immense progrès qui a été réalisé dans le domaine des communications. Le monde s'est en quelque sorte brusquement rétréci. Nous subissons le contre-coup d'événements qui sont rapportés d'une manière quasi instantanée par la presse, la radio et la télévision, bien qu'ils se produisent dans des pays fort éloignés du nôtre. La pression exercée par les journaux, par les parlements et l'opinion publique oblige souvent nos gouvernements à prendre rapidement position sur tel ou tel événement. Il est juste de dire, je crois, que le degré d'interdépendance qui existe aujourd'hui entre les nations constitue un phénomène sans précédent dans l'histoire. Phénomène qui, d'ailleurs, est accompagné d'un remarquable élargissement des activités gouvernementales dans presque tous les domaines. Aux yeux de l'homme de la rue, ces administrations qui croissent sans cesse revêtent un caractère de plus en plus impersonnel. Avec la marche vers l'industrialisation, l'expansion gigantesque des villes et le progrès de l'automatisation, l'homme se sent à la merci de forces qui, bien qu'elles règlent sa destinée, semblent échapper totalement à son contrôle.

118. La rencontre de ces deux courants du progrès est particulièrement frappante dans le domaine des affaires internationales. Les journaux, la radio et la télévision invitent chaque jour le public à se faire une opinion, à formuler des jugements, à démontrer un intérêt personnel pour les affaires mondiales. Il reste cependant que, pour la plupart des gens, il est difficile de trouver une voie par laquelle ils puissent agir. Dans mon pays, par exemple, il existe un intérêt croissant pour les affaires internationales, et beaucoup de Canadiens éprouvent le désir de jouer un rôle, si faible soit-il, pour aider à la solution des nombreux problèmes qui assaillent le monde.

119. C'est dans cet esprit que ma délégation accueille favorablement la recommandation de la Commission préparatoire, selon laquelle l'année 1965 deviendrait l'Année de la coopération internationale. Grâce à cette initiative, les personnes et les groupes qui, au Canada et ailleurs, exercent une activité dans le champ de la coopération internationale devraient voir leur tâche singulièrement facilitée. L'Année de la coopération devra leur permettre de consolider ou d'accroître leurs activités, voire d'en entreprendre de nouvelles. Les organismes qui poursuivent des objectifs similaires pourront entrer en contact sur le plan international et nouer des rapports utiles et mutuellement profitables. Grâce à l'assistance et à l'encouragement fournis au niveau international, peut-être sera-t-il possible de créer certaines organisations bénévoles dans des pays qui en étaient

jusqu'ici démunis. Il en résultera une collaboration fructueuse entre les nouveaux organismes et ceux qui existent de longue date dans les autres pays.

120. Un des attraits que présente pour ma délégation l'Année de la coopération internationale est l'occasion qu'elle fournit aux hommes et aux femmes du monde entier de prendre part personnellement à des activités impliquant une collaboration directe. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que l'Année de la coopération internationale demeurera sans portée en ce qui concerne les activités gouvernementales. Il est inévitable que le degré de participation des gouvernements reflète, dans une large mesure, la nature des sociétés que ces gouvernements représentent. Ainsi, au Canada, diverses organisations bénévoles assument des fonctions qui, dans d'autres pays, sont prises en charge par le gouvernement ou par des organismes de caractère quasi gouvernemental.

121. A notre avis, l'Année de la coopération stimulera et encouragera une multitude d'activités personnelles et collectives dans le domaine international, activités qui devraient donner un sens plus profond et une orientation plus large au travail de divers groupes. L'Année de la coopération internationale doit toutefois représenter davantage que la somme en quelque sorte mathématique de ces activités. Dans une symphonie, chaque instrument pris isolément ne produit que peu d'effet. Par contre, l'effet total des notes émises par les divers instruments peut être grandiose. Ainsi, pris individuellement, un geste de coopération accompli dans le cadre de l'Année de la coopération internationale peut, selon les apparences, ne présenter que peu d'intérêt; nous sommes convaincus, toutefois, que l'effet cumulatif d'un grand nombre d'activités conduites selon un plan coordonné peut donner des résultats impressionnants.

122. Je voudrais, très brièvement, dire quelques mots sur les préparatifs effectués au Canada en vue de l'Année de la coopération. Dès la publication du rapport de la Commission préparatoire, l'Association canadienne des Nations Unies a pris l'initiative de convoquer une réunion des organisations bénévoles susceptibles de jouer un rôle dans le cadre de l'Année de la coopération internationale. Les représentants de ces organisations ont nommé à leur tour un bureau provisoire qui étudie actuellement les incidences de l'Année de la coopération à l'égard des organisations bénévoles du Canada. Il est possible que ce bureau recommande l'établissement d'un comité canadien de l'Année de la coopération internationale au sein duquel pourraient siéger toutes les organisations bénévoles qui désirent prendre part à la mise en œuvre de ses objectifs. Il appartiendra au comité canadien de décider de quelle manière se poursuivront ses activités. Il y a lieu de croire que sa principale fonction sera de coordonner les activités des organisations qui le composent sans arrêter lui-même un programme d'activités et tout en se réservant l'entière responsabilité de la publicité en ce qui concerne les activités de l'Année de la coopération.

123. Ma délégation estime que la publicité a un rôle particulièrement important à jouer concernant le projet qui nous occupe. L'un des objectifs de

l'Année étant d'apporter un correctif à la notion d'un monde dominé par les conflits — notion que précisément les moyens d'information publique tendent à faire prévaloir —, le seul moyen d'atteindre cet objectif n'est-il pas d'encourager les responsables de cette publicité à diriger leur attention et celle de leurs lecteurs ou auditeurs sur les aspects positifs et certains succès indéniables de la coopération internationale?

124. Les Nations Unies joueront évidemment un rôle en ce qui concerne la publicité de l'Année de la coopération grâce à leurs services d'information. Le principal effort devra toutefois s'exercer sur le plan national. Le rôle joué par les gouvernements à cet égard ne sera pas le même, bien entendu, d'un pays à l'autre. Dans beaucoup de pays — et c'est le cas notamment au Canada — le gouvernement jouit d'un champ d'action relativement restreint en matière de publicité. C'est pourquoi ma délégation voit d'un œil favorable la recommandation de la Commission préparatoire, selon laquelle il convient d'intéresser le grand public aux aspects concrets de la coopération internationale.

125. Nous trouvons particulièrement valable l'idée de consacrer chacun des mois de l'Année à donner une aussi large diffusion que possible à la coopération internationale dans un domaine précis tel que: hygiène publique, bien-être, alimentation, enseignement. Le nouveau comité dont le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] recommande la création devra sans doute accorder beaucoup d'attention à la mise en œuvre de ce programme afin de souligner tout à tour, au cours de l'Année, les diverses manifestations de coopération internationale. Au Canada et dans les pays où existe un système d'information publique, cette méthode, croyons-nous, permettrait aux divers organes de la publicité d'établir un programme susceptible de retenir l'intérêt pour toute la durée de l'Année de la coopération internationale. Nous espérons que les journaux et les postes de radio et de télévision canadiens seront attirés par la possibilité de publier périodiquement des articles ou de diffuser des émissions portant sur les activités des groupes ou des particuliers de la région ou de la collectivité qu'ils desservent, en les adaptant aux thèmes mensuels suggérés par le programme d'ensemble de l'Année de la coopération internationale.

126. Cette idée ne présente pas moins d'intérêt, croyons-nous, pour les organisations bénévoles. La publicité qui sera faite dans le cadre de l'Année de la coopération internationale ne peut en effet que rejaillir sur ces organisations dont l'activité se trouvera mise en lumière à l'échelon local ou national.

127. La délégation canadienne a lu avec soin le rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale. Elle approuve sans réserve les recommandations qu'il contient, y compris celles qui ont trait aux activités dont se chargeraient les Nations Unies. Nous présumons que, à la lumière des propositions contenues dans le projet de résolution, le Secrétariat effectuera tous les préparatifs nécessaires pour la mise en œuvre du programme suggéré.

128. Bref, la délégation canadienne appuie le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] présenté par six délégations et elle espère que l'Assemblée générale l'adoptera à l'unanimité.

129. M. LOBODYCZ (Pologne) [traduit de l'anglais]: La politique étrangère de la Pologne se fonde dans tous les domaines sur le principe de la coopération pacifique. Nous estimons que la coopération internationale est le meilleur moyen d'éviter la guerre, de consolider la paix, d'assurer la pleine utilisation des ressources nationales et de mettre les réalisations de la science et de la technique modernes au service de tous les peuples, dans tous les continents.

130. Aucun homme sensé et réfléchi, capable de comprendre le monde d'aujourd'hui, ne peut concevoir que les problèmes internationaux puissent se résoudre par la force. Il n'est donc possible d'en rechercher la solution qu'en instaurant la coopération dans tous les domaines, et en particulier dans ceux qui revêtent une importance capitale pour le monde d'aujourd'hui et de demain.

131. La situation mondiale est analogue, de nos jours, à celle que Benjamin Franklin décrivait en ces termes: "We must all hang together, or assuredly we shall all hang separately" — "Nous devons tous vivre unis, sinon, assurément, nous mourrons tous dans l'isolement". C'est précisément parce que nous attachons un grand prix à la coopération internationale que nous en attendons beaucoup. Nous voudrions la voir s'étendre à des domaines à la fois très vastes et très variés. Ce serait sous-estimer son importance que d'en attendre moins. Il est difficile d'imaginer une véritable coopération internationale dont les buts et l'influence qu'elle doit avoir en faveur de la paix ne seraient pas clairement définis. On ne peut guère imaginer une véritable coopération internationale qui ne s'accompagnerait pas d'efforts en vue de progresser vers le désarmement général et complet, à instaurer la confiance mutuelle et à résoudre les problèmes internationaux les plus pressants. Il ne peut pas y avoir non plus de vraie coopération internationale sans l'adoption de mesures devant aboutir à une complète décolonisation, ce qui est pour nous une obligation à la fois morale et juridique, conformément à la déclaration solennelle que l'Organisation a adoptée. Enfin, et ce n'est pas ce qui importe le moins, la coopération internationale devrait conduire à d'amples échanges commerciaux internationaux équilibrés, qui ne soient pas entravés par des obstacles artificiels et des mesures discriminatoires.

132. Permettez-moi de rappeler à ce propos la déclaration qu'a faite ici le chef de la délégation polonaise le 4 octobre 1963:

"La coexistence pacifique implique, à notre sens, une responsabilité commune pour le maintien de la paix. Elle implique que tous les problèmes internationaux donnant lieu à controverse sont résolus par voie de négociations et de compromis raisonnables. Elle implique des contacts économiques, scientifiques et culturels. C'est précisément ainsi que la Pologne conçoit sa politique étrangère et met en pratique les principes de coopération constructive entre les nations." [1228ème session, par. 27.]

L'idée de l'Année de la coopération internationale est née du sentiment qu'il fallait accorder plus d'importance à la coopération internationale au moment où divers conflits semblaient éclipser l'esprit de coopération.

133. Comme M. Nehru, premier ministre de l'Inde, l'a souligné à juste titre dans le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée générale le 10 novembre 1961:

"Certains ont proposé de s'occuper plus directement de ces efforts de coopération, particulièrement en faveur de la paix, afin que les gens y pensent de façon plus positive et comprennent que cette coopération se pratique déjà et que l'on peut lui donner plus d'ampleur." [1051ème séance, par. 38.]

Et M. Nehru, se référant à la nécessité de développer la coopération internationale dans tous les domaines — politique, culturel et tout domaine imaginable —, a déclaré:

"Cela orienterait sans doute une partie de notre énergie et de notre imagination vers cette idée de coopération, ce qui créerait une atmosphère propice à la solution de nos problèmes." [Ibid.]

134. C'était exprimer clairement l'idée que l'Année de la coopération internationale ne devait pas avoir pour seul objectif de mieux faire connaître la coopération qui se pratique déjà; elle doit également créer une atmosphère propice au progrès de la cause de la paix et à la solution des problèmes importants par la coopération internationale.

135. C'est ainsi que nous concevons, nous aussi, l'essence même de l'Année de la coopération internationale. Nous appuyons ce projet, étant entendu que les travaux préparatoires et tous les efforts qui seront faits pendant l'Année devront tendre à promouvoir la coexistence pacifique et le relâchement des tensions internationales et devront contribuer à éliminer les obstacles qui s'opposent à l'expansion des échanges internationaux dans le domaine commercial et dans d'autres domaines économiques, ainsi que dans les domaines technique, scientifique et culturel. Nous voudrions aussi que l'Année de la coopération internationale encourage à redoubler d'efforts dans cette direction au cours des années à venir.

136. Cette conception du rôle de l'Année de la coopération internationale était d'actualité en 1961, lorsque M. Nehru a exposé ses idées de manière si convaincante. Elle l'est d'autant plus maintenant qu'a été conclu le Traité de Moscou interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. L'Accord de Moscou a démontré que la négociation est un important instrument de coopération internationale, puisque ce n'est que grâce à elle qu'a pu être résolu un problème qui préoccupe tous les hommes au plus haut point. Qui plus est, la conclusion de cet accord a créé des conditions favorables pour la solution d'autres problèmes intéressant la paix.

137. Le comité pour l'Année de la coopération internationale qui sera chargé d'élaborer le programme d'activités devra tenir compte du fait qu'il s'agit avant tout d'attirer l'attention des nations sur le

rôle que peut jouer la coopération internationale lorsqu'il s'agit de consolider la paix et de renforcer la sécurité, de diminuer les tensions et de résoudre les différends internationaux.

138. Notre attitude ne signifie nullement que nous sous-estimons les autres domaines dans lesquels doit continuer d'être largement pratiquée la coopération internationale. Je pense notamment aux problèmes énumérés dans le rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale [A/5561], qui rentrent dans les champs d'activité des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des organisations non gouvernementales.

139. Cependant, nous estimons qu'il serait fâcheux de donner l'impression, à l'occasion de l'Année de la coopération internationale, que cette coopération n'est pas encore assez parfaite pour devenir le principal instrument permettant de résoudre des problèmes internationaux importants et complexes, notamment des différends, et que la coopération internationale doit se borner à des questions marginales. Nous devons nous préoccuper des problèmes vitaux de notre temps, de ceux qui sont au premier rang des préoccupations des peuples du monde entier. Il faut des résultats concrets pour prouver que ceux à qui incombe la principale responsabilité de la coopération internationale ont en vue le règlement des questions importantes qui intéressent toutes les nations, quel que soit leur régime politique et économique.

140. On a prévu que l'Année de la coopération internationale serait l'année 1965, vingtième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies. C'est une excellente idée, mais elle nous oblige à placer la coopération internationale sur un plan qui soit digne des principes de la Charte. Les buts et objectifs de l'Année de la coopération internationale doivent donc être conformes aux Articles 1 et 2 de la Charte, qui stipulent que les buts des Nations Unies sont, notamment, de "maintenir la paix et la sécurité internationales" et de "développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes".

141. Convaincue que c'est cette conception qui guidera les travaux du comité pour l'Année de la coopération internationale, la délégation polonaise appuie le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] dont l'Assemblée est saisie.

M. Sosa Rodríguez (Venezuela), reprend la présidence.

142. M. HAY (Australie) [traduit de l'anglais]: L'Australie s'est vivement intéressée à l'idée d'une Année de la coopération internationale depuis qu'elle a été émise pour la première fois à l'Assemblée par le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru. C'est avec plaisir que nous nous sommes inscrits parmi les auteurs de la résolution 1884 (XVII), par laquelle l'Assemblée générale a appuyé cette proposition et constitué une commission préparatoire pour l'étudier.

143. Nous nous félicitons donc d'être saisis aujourd'hui du rapport de cette commission préparatoire.

A notre avis, ce document fait beaucoup progresser la proposition initiale et contient des suggestions concrètes pour la traduire dans les faits. La Commission a accompli sa tâche avec diligence et imagination. Elle a en outre pris soin d'écarter les suggestions dont la valeur pratique était douteuse, celles qui pouvaient permettre d'exploiter l'Année de la coopération internationale à des fins de propagande ou celles qui auraient pu entraîner des dépenses relativement importantes et peu productives. C'est ce qu'il convenait de faire, et la délégation australienne se joint à ceux qui se sont déjà prononcés en faveur de la désignation de l'année 1965 comme Année de la coopération internationale et qui ont félicité les auteurs du rapport.

144. Le rapport n'est, bien entendu, qu'un début, et un travail de planification considérable reste à faire. L'organisation des activités sera également une tâche importante. Cette planification et cette organisation exigeront elles-mêmes la coopération internationale que nous nous efforçons de concrétiser et de promouvoir grâce à une Année de la coopération internationale. Il nous semble donc très judicieux de constituer, conformément aux recommandations contenues dans le rapport et aux dispositions du projet de résolution dont nous sommes saisis, un comité qui sera chargé d'accomplir les travaux préparatoires nécessaires et de continuer à étudier les suggestions émanant des Etats Membres, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales.

145. Nous aurions accueilli tout aussi favorablement une proposition de la Commission préparatoire tendant à ce que l'une des institutions spécialisées — l'UNESCO, par exemple — soit chargée, sous la direction de l'Assemblée générale, des travaux indispensables de préparation de l'organisation. Cependant, nous appuierons, bien entendu, sans réserve le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution dont nous sommes saisis [A/L.433/Rev.1].

146. La Commission propose dans son rapport un certain nombre de principes, qui sont en fait adoptés dans le projet de résolution et qu'il conviendra d'appliquer aux suggestions portant sur les activités à entreprendre par l'Organisation des Nations Unies. La délégation australienne estime que ces principes sont judicieux. Nous partageons en particulier l'opinion exprimée par la Commission, selon laquelle, pour mettre en lumière les activités qui recueillent l'approbation universelle — mais sont souvent éclipsées par les problèmes soulevant des différends — et pour contribuer à créer une atmosphère propice à la solution de ces derniers problèmes, il faut ne prendre en considération que les suggestions qui ne prêtent pas à controverse. Agir autrement serait, à notre avis, aller à l'encontre du but même de l'Année de la coopération internationale.

147. Le rapport contient également des suggestions précises concernant la publicité pour l'Année de la coopération internationale et les présentes activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la coopération.

148. La délégation australienne estime que toutes ces suggestions méritent d'être étudiées attentive-

ment par les intéressés. Il se peut que certaines d'entre elles se révèlent alors impraticables pour une raison ou une autre. D'autre part, il se peut que soient formulées d'autres suggestions entièrement nouvelles qui répondent aux principes déjà énoncés, et notamment à un principe particulièrement important, à savoir: ne pas augmenter sensiblement les dépenses de l'Organisation. A ce sujet, nous notons avec une satisfaction particulière l'opinion de la Commission, selon laquelle, si les principes généraux qu'elle a adoptés sont approuvés, l'Année de la coopération internationale peut être organisée en n'entraînant pour l'Organisation que des dépenses accessoires.

149. Permettez-moi enfin de mentionner la question des mesures et des activités que peuvent envisager les Etats Membres en dehors de l'Organisation elle-même et des institutions spécialisées. Le rapport ne contient aucune recommandation à cet égard, mais la Commission a veillé à aborder le problème de manière à n'empêcher aucun Etat Membre d'entreprendre isolément ou en collaboration avec d'autres Etats Membres des activités conformes à la résolution 1844 (XVII) et susceptibles de servir les fins de réalisation qui y sont énoncées. Ce serait, je crois, une erreur que de tenter de circonscrire le genre d'activités qui pourront être entreprises à l'échelon national à l'occasion de l'Année de la coopération internationale. D'ailleurs, aux termes de l'alinéa c du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale laisse aux Etats Membres eux-mêmes le soin "d'élaborer les plans et les programmes qui leur paraîtront convenir le mieux pour servir les fins de l'Année de la coopération internationale".

150. La délégation australienne voudrait suggérer au nouveau comité qui doit être constitué d'examiner s'il serait utile et possible de désigner un certain nombre de domaines dans lesquels la coopération internationale se pratique déjà, mais peut-être dans une mesure insuffisante, et de demander à chaque Etat Membre de choisir, compte tenu des ressources dont il dispose, l'un de ces domaines pour y consacrer pendant l'Année en question des activités spéciales sur le plan national ou international. Les activités nationales pourraient, selon la délégation australienne, comprendre, par exemple, une publicité spéciale concernant un exemple donné de coopération dans le cadre des Nations Unies. Cette publicité pourrait être faite à l'aide des moyens habituels ou sous forme de cycles d'études ou d'autres groupes de travail. Par activités sur le plan international, ma délégation entend des activités que les Etats Membres pourraient entreprendre après avoir consulté le Secrétaire général et, peut-être, les institutions internationales intéressées, sur le genre d'effort qui serait le plus approprié pour illustrer les avantages de la coopération internationale.

151. Nous n'entendons pas suggérer que les activités dont je viens de parler s'étendent à un nombre considérable de domaines. Nous avions pensé que le nombre de ceux-ci pourrait, par exemple, se limiter à six, parmi lesquels je mentionnerai l'analphabétisme, un aspect donné du problème de la santé publique, un certain aspect de carence alimentaire ou des

approvisionnements en produits alimentaires et un sujet strictement scientifique, tel que l'océanographie ou l'astronomie. Nous estimons que, en suggérant un plan de ce genre, on laisserait aux divers pays une certaine latitude en ce qui concerne les activités qu'ils peuvent et veulent entreprendre, et l'on répartirait la tâche entre l'Organisation des Nations Unies et un certain nombre d'institutions spécialisées.

152. Chaque Etat Membre pourrait, à notre avis, entreprendre un programme à court terme qui pourrait être élaboré et exécuté d'ici à la fin de 1965, mais l'exécution de ces projets pourrait se prolonger au-delà de 1965 si c'était nécessaire pour leur achèvement.

153. La délégation australienne voudrait également faire observer, à propos du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution, que des organismes privés intéressés pourraient jouer un rôle utile dans la planification, l'organisation et l'exécution des divers projets. Ce sont, bien entendu, les Gouvernements, ainsi que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes, qui devront fournir l'effort principal. Cependant, des organismes privés, tels que les associations nationales pour les Nations Unies, pourront participer à la tâche, et cette opinion de notre délégation a d'ailleurs été illustrée très clairement par notre collègue du Canada dans son intervention de cet après-midi. Les associations nationales pour les Nations Unies peuvent, à notre avis, accomplir une œuvre très utile dans le domaine de la compréhension et de la coopération internationales.

154. Compte tenu de ces observations, la délégation australienne joint ses éloges à ceux qui ont été décernés au Comité pour la tâche qu'il a accomplie et le rapport qu'il a préparé, et elle votera pour le projet de résolution dont nous sommes saisis [A/L.433/Rev.1].

155. M. CRISTESCU (Roumanie) [traduit de l'anglais]: La délégation roumaine a étudié attentivement le rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale; je voudrais exposer brièvement notre attitude à l'égard de cette question particulièrement importante. Nous partageons entièrement le souci exprimé, tant au cours de la discussion que dans le rapport de la Commission préparatoire, d'orienter les efforts et la pensée des hommes dans le sens voulu pour développer la coopération et créer une atmosphère propice au règlement des questions internationales et à la diminution des tensions actuelles.

156. Dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, la coopération internationale représente un moyen essentiel d'assurer la paix et la sécurité internationales. La désignation de l'année 1965 comme "Année de la coopération internationale" et les activités que l'on se propose d'entreprendre dans ce cadre pour développer les relations entre les Etats, selon le principe de la coexistence pacifique, peuvent contribuer très nettement à l'amélioration de la situation internationale et à la solution des graves problèmes qui préoccupent actuellement l'humanité.

157. Arrêter la course aux armements, appliquer les premières mesures de désarmement, liquider les derniers vestiges du colonialisme, dissiper la méfiance entre les Etats en intensifiant la coopération internationale, constituerait pour les 20 années d'activité des Nations Unies un résultat dont il y aurait lieu de se féliciter et qui encouragerait l'action future de l'Organisation. En fait, si les relations entre Etats étaient libérées du lourd fardeau des armements, des séquelles de l'oppression coloniale et des mesures discriminatoires dans le commerce international, de larges perspectives s'ouvriraient à la coopération, et le développement économique prendrait un véritable essor dans le monde entier.

158. A cet égard, nous estimons que la vingtième session de l'Assemblée générale — à laquelle, a-t-on suggéré, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient participer — pourrait, pour les décisions qu'elle permettrait d'adopter sur les principaux problèmes de la vie internationale, marquer un tournant dans l'histoire des Nations Unies.

159. Le Gouvernement roumain suit attentivement les mesures destinées à assurer l'application des principes et la réalisation des objectifs des Nations Unies, et il les appuie sans réserve, conformément à sa politique, qui est de défendre la paix et de favoriser le développement continu d'une large coopération internationale avec tous les Etats.

160. Fidèle à cette politique, la République populaire de Roumanie a fait et continue de faire des efforts pour contribuer à la solution des principaux problèmes de notre temps et à l'établissement d'un climat favorable à leur règlement dans la région géographique dont elle fait partie, ainsi que dans le monde en général.

161. Nous espérons que le point de l'ordre du jour intitulé "Mesures à prendre à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents" fera l'objet d'une discussion qui constituera un nouvel apport aux efforts faits dans le domaine de la coopération et de la détente.

162. Cette proposition est fondée sur la conviction que les Etats européens qui ont des régimes sociaux et politiques différents pourraient s'engager à prendre des mesures propres à favoriser des relations de bon voisinage et une coopération normale entre Etats, à renforcer la sécurité internationale et à créer un climat favorable à la détente.

163. Dans le même esprit, nous espérons que l'adoption de mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples et l'élaboration de principes qui devront orienter les activités relatives à l'éducation des jeunes générations, ne manqueront pas de jouer un rôle important et actif dans la sauvegarde de la paix et le développement de la coexistence pacifique.

164. La délégation roumaine note également avec satisfaction que l'idée de mettre au point certains principes de coopération internationale a peu à peu pris la place qui lui revient dans les débats des Nations Unies et que le projet de "Déclaration sur la

coopération économique internationale"^{2/} est actuellement examiné par le Groupe de travail chargé d'élaborer ce texte.

165. Compte tenu du stade auquel se trouve actuellement l'élaboration de la déclaration et de l'importance qu'elle revêt en raison de l'impulsion qu'elle doit donner aux relations économiques internationales, la délégation roumaine estime que la "Déclaration sur la coopération économique internationale" pourrait être achevée au cours de l'année 1964 et ouverte à la signature de tous les Etats en 1965, c'est-à-dire pendant l'Année de la coopération internationale.

166. La vie internationale actuelle exige de façon plus impérieuse que jamais que les relations entre Etats soient fondées sur les principes de la coexistence pacifique, d'une coopération qui soit à l'avantage de tous les intéressés et de l'amitié entre les peuples.

167. La Roumanie ne cesse de préconiser la coexistence pacifique dans la vie internationale, la codification des principes juridiques de cette coexistence, le règlement des différends par des moyens pacifiques et uniquement par voie de négociation; elle s'applique en outre constamment à développer ses liens économiques et ses échanges scientifiques et culturels avec tous les Etats, quel que soit leur système social, sur la base d'avantages réciproques et conformément aux intérêts du rapprochement entre les peuples et de la coopération internationale. L'expérience pratique révèle que le développement de telles relations a pour effet de faire disparaître les séquelles de la guerre froide et favorise la coexistence pacifique entre les Etats.

168. La délégation roumaine appuie le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] présenté par les six délégations, qui note qu'un grand nombre de problèmes internationaux graves demeurent sans solution, et estime nécessaire que les Etats Membres prennent des mesures tendant à éliminer la tension internationale.

169. La délégation roumaine espère que les comités pour l'Année de la coopération internationale qui seront créés à la présente session s'inspireront de la suggestion constructive selon laquelle l'attention devrait se concentrer sur les problèmes internationaux en suspens qui depuis plusieurs années causent de grandes préoccupations aux Nations Unies et n'ont pas encore reçu une solution, ce qui entrave la coopération internationale.

170. La délégation roumaine est favorable à l'Année de la coopération internationale et elle est prête à appuyer toutes propositions constructives de nature à développer la coopération entre les Etats et, par tant, à susciter une amélioration générale des relations internationales.

171. Mme PANDIT (Inde) [traduit de l'anglais]: Il y a un peu plus de deux ans, le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, a eu l'occasion de s'adresser à cette assemblée [1051ème séance]. Dans sa déclaration il a parlé des nombreux conflits qui désolaient alors le monde. Il a déclaré franchement qu'il ne

^{2/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente et unième session, annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3467.

pouvait suggérer aucun moyen rapide ou magique de régler les problèmes mondiaux, mais il a indiqué qu'à son avis la pire difficulté que nous ayons à surmonter était de combattre quelque chose d'insaisissable: une atmosphère, les impondérables de la vie, la peur subite, la passion et la haine. C'était à cela qu'il fallait s'attaquer. L'une des réalités de la vie est que, entouré de conflits de tous ordres, le monde n'en continue pas moins. Cela semble indiquer l'existence d'une coopération non négligeable entre les nations et les individus, malgré les désaccords et les conflits de nature politique ou autre.

172. La tendance à minimiser cette coopération et à mettre en évidence les points de friction les plus minimes a donné lieu à l'idée, fréquente actuellement, que le monde fourmille de conflits et que nous vivons au bord de l'abîme. Cependant, on exprimerait plus fidèlement la réalité si l'on présentait aux hommes, dans sa vraie perspective, la coopération qui existe à tous les niveaux.

173. Cette idée a été développée dans une proposition que l'Assemblée générale a examinée et approuvée à sa dix-septième session [résolution 1844 (XVII)] et qui contenait une invitation à envisager la question de façon plus positive dans l'intérêt de la paix. Rappelant qu'il y a quelques années on avait décidé d'organiser une Année géophysique internationale, le Premier Ministre de l'Inde a suggéré que l'Assemblée invite tous les pays du monde à consacrer une année non pas à faire des discours sur la paix, mais à favoriser le progrès d'activités entreprises en coopération dans tous les domaines — politique, social, culturel et autres — grâce auxquelles les nations se rencontreraient. Ainsi, nos énergies et nos pensées seraient orientées vers la coopération, ce qui créerait une atmosphère propice à la solution des problèmes de l'heure.

174. Cette idée n'est pas nouvelle. En fait, peu de choses le sont dans le monde; la vérité est vieille comme le temps lui-même, et cependant nous devons nous en souvenir de temps à autre. La violence et la haine sont aussi mauvaises pour les pays qu'elles le sont pour les individus, et les grands hommes de ce monde sont ceux qui les ont combattues, non ceux qui les ont encouragées. La crise à laquelle nous devons maintenant faire face oblige les hommes et les femmes à adopter une nouvelle façon de penser. Nous nous trouvons à un moment de l'histoire où les pensées nouvelles doivent être rapidement suivies d'actes nouveaux. Tel est le défi du présent et il nous faut le relever; que servirait-il, en effet, au monde de résoudre ses problèmes matériels, s'il devait se suicider parce qu'il n'est pas maître de sa propre pensée?

175. C'est en s'inspirant de ces considérations que le Premier Ministre de l'Inde a recommandé une nouvelle façon d'aborder le problème ancien: la méthode de la coopération, non pas sur une base idéologique, mais sur la base pratique de la survie pure et simple.

176. A la suite de cette proposition, la délégation indienne a demandé à l'Assemblée générale d'inscrire un point supplémentaire à l'ordre du jour de la seizième session. Ce point, intitulé "Année des Nations

Unies pour la coopération internationale", a été accepté en tant que point 95 de l'ordre du jour, et la délégation de l'Inde a déposé avec celles de l'Afghanistan, du Ghana et du Népal un projet de résolution qui, faute de temps, n'a pu être examiné à la seizième session^{3/}. La question a été inscrite à l'ordre du jour de la dix-septième session, au cours de laquelle elle a été examinée; la délégation de l'Inde s'est alors portée coauteur d'un projet de résolution légèrement modifié en même temps que les délégations des pays suivants: Afghanistan, Australie, Birmanie, Canada, Ceylan, Chypre, Ethiopie, Finlande, Ghana, Indonésie, Libéria, Malaisie, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Soudan, Trinité et Tobago, Tunisie, Venezuela et Yougoslavie.

177. Cette résolution, qui priait le Président de l'Assemblée générale de désigner une commission préparatoire composée de 12 Etats Membres au plus pour étudier la proposition, a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale à sa 1198ème séance plénière, tenue le 19 décembre 1962. Elle figure dans les documents officiels en tant que résolution 1844 (XVII).

178. Par la suite, le Président de l'Assemblée générale a bien voulu inclure la délégation de l'Inde parmi les membres d'une commission de 12 membres, qu'il a désignée conformément au paragraphe 1 de la résolution susmentionnée. La Commission comprenait également des représentants des pays suivants: Canada, Ceylan, Chypre, Finlande, Irlande, Paraguay, Pérou, République arabe unie, République centrafricaine, Tchécoslovaquie et Thaïlande.

179. Nous apprenons avec satisfaction que la Commission préparatoire a tenu une série de réunions constructives à l'issue desquelles un rapport [A/5561] a été rédigé pour être présenté à l'Assemblée. On remarquera que la Commission s'est acquittée de sa tâche dans le cadre du mandat spécifié par la résolution.

180. Dans ses travaux, la Commission a naturellement été guidée par la conviction que ce serait bien servir le monde de faire mieux connaître le degré de coopération internationale qui existe actuellement et d'accroître sensiblement le nombre des projets entrepris dans divers domaines sur une base internationale.

181. Nous constatons avec satisfaction que le climat mondial s'est aujourd'hui considérablement amélioré par rapport à ce qu'il était lorsque le Premier Ministre de mon pays a pris la parole ici à la seizième session. Le monde semble s'être rapproché d'une détente internationale et l'humanité entière partage l'espoir que ces tendances se renforceront au cours des années à venir. Ma délégation s'est félicitée le moment venu de la conclusion du Traité interdisant en partie les essais d'armes nucléaires, auquel une majorité écrasante de nations ont adhéré. Nous nous félicitons également de la décision prise par les deux puissances spatiales de ne pas mettre d'armes nucléaires ou autres sur orbite dans l'espace. Bien que l'Assemblée n'ait pas encore examiné le projet de résolution

^{3/} Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, point 95 de l'ordre du jour, document A/L.382 et Add. 1 à 3.

adopté dernièrement par la Première Commission [1338ème séance] sur la question du désarmement général et complet, j'ai à peine besoin de dire l'heureux effet que cette recommandation unanime aura pour la réalisation de notre objectif. Il serait de l'intérêt de tous de mettre l'accent sur cette amélioration du climat international, au lieu de continuer de mettre en relief les problèmes non encore résolus. L'élargissement des domaines de la coopération aura inévitablement un effet sur les zones de conflit qui subsistent et qui, si petites soient-elles, constituent cependant une menace pour la paix et le progrès.

182. Des doutes ont été exprimés dans certains milieux au sujet de l'utilité d'une année de la coopération internationale; on a émis l'avis que, en mettant l'accent sur cette coopération, nous risquerions de détourner l'attention de la question du désarmement général et complet, qui est le plus grand problème qui se pose à nous aujourd'hui. Tout en reconnaissant que le désarmement doit continuer de s'imposer à notre attention de toute urgence et avoir la plus haute priorité, je tiens à dire ici qu'il ne peut y avoir aucun mal à mettre l'accent sur les aspects positifs et, tout en travaillant pour ce projet à long terme, à essayer de créer une conscience nouvelle chez les gouvernements et les peuples. Chaque nouveau domaine de coopération entre différents pays est une étape qui nous rapproche du règlement de problèmes plus importants. Pris isolément, chaque acte de coopération mondiale est comme une pierre qu'on lance dans un étang et dont partent des ondes qui couvrent peu à peu toute la surface de l'eau.

183. L'Année de la coopération internationale pourrait fort bien contribuer à dissiper la crainte qui oppresse tellement les hommes de nos jours et apporter l'assurance que l'on pourra trouver le moyen de faire entièrement disparaître cette crainte de la surface du globe.

184. C'est dans cet esprit que je félicite la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale de son rapport qui recommande principalement que l'année 1965, vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, soit désignée par l'Assemblée comme l'Année de la coopération internationale, et qu'un comité soit créé pour étudier les autres dispositions à prendre dans ce cadre. Le rapport dont nous sommes saisis ne tente pas d'énoncer des règles rigides qui obligeraient les Etats Membres à aborder la question d'une façon déterminée. La Commission a seulement cherché à examiner d'une manière générale la possibilité de mettre en œuvre la proposition dont l'examen lui avait été confié par l'Assemblée générale ainsi que ses incidences financières. Elle laisse aux nations intéressées et au comité dont elle recommande la désignation toute latitude d'envisager la question de façon plus détaillée lorsque ses recommandations fondamentales auront été adoptées par l'Assemblée.

185. Plusieurs Etats membres ont fait d'excellentes suggestions à la Commission préparatoire; cependant, il n'a pas été jugé possible de les examiner à ce stade des travaux. En faisant figurer certaines recommandations sous la rubrique "Principes généraux", la Commission a indiqué qu'elle agissait ainsi uniquement parce qu'elle estimait qu'il serait oppor-

tun et utile de formuler certains principes à titre d'exemple et sans chercher à couvrir l'ensemble des questions soulevées. J'invite instamment les Etats Membres à se référer au paragraphe 13 du rapport de la Commission, dans lequel celle-ci expose les raisons pour lesquelles elle n'a pas mentionné parmi les activités qu'elle recommandait la recherche d'une solution à certains grands problèmes internationaux. La Commission a estimé que le but de l'Année de la coopération internationale était de créer une atmosphère de nature à faciliter la solution des problèmes internationaux en général, en insistant sur les domaines dans lesquels la coopération existe ou s'annonce déjà.

186. Le rapport de la Commission ayant déjà été communiqué aux Etats Membres, je n'ai pas l'intention d'entrer davantage dans le détail du texte, et je me contenterai de dire que la réaction des Etats a été extrêmement encourageante. Il est toutefois regrettable qu'une proposition visant la coopération n'ait pas suscité beaucoup plus d'intérêt chez les Etats. La réaction des institutions spécialisées est importante, la plus grande partie des activités de ces institutions ayant trait à la coopération internationale. Les organisations non gouvernementales ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine, et la délégation de l'Inde espère qu'elles useront de toute leur influence auprès de leurs gouvernements pour que l'on s'intéresse de façon plus positive aux domaines de la coopération internationale.

187. L'invitation reçue de la ville de San Francisco est extrêmement bienvenue: cette noble et aimable ville, où l'Organisation des Nations Unies a été fondée, a tenu à offrir une fois de plus sa coopération à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire des Nations Unies.

188. Pour terminer, je voudrais adresser nos sincères félicitations à la Commission préparatoire qui a travaillé si consciencieusement à une tâche qu'étrangement on considère comme nouvelle pour l'Organisation. Des félicitations toutes particulières vont au Président de la Commission, M. Enckel, de Finlande, à son vice-président, M. El-Zayyat, de la République arabe unie, et à son rapporteur, M. Dobell, du Canada.

189. La délégation de l'Inde apprécie beaucoup l'initiative prise par les six puissances qui ont présenté un projet de résolution [A/L.433/Rev.1]. L'Inde ayant été membre de la Commission préparatoire, nous sommes reconnaissants aux auteurs de ce texte d'avoir exprimé leur appréciation des travaux de la Commission. Nous approuvons pleinement les buts du projet de résolution, bien que nous n'ayons pu, parce que nous avons fait partie de la Commission préparatoire, nous joindre aux coauteurs. Je recommande ce projet de résolution à l'Assemblée dans l'espoir qu'il sera approuvé à l'unanimité.

190. La proposition est venue à l'origine du Premier Ministre de mon pays, mais il convient de se souvenir que la décision de la mettre en œuvre a été prise par l'Assemblée et que, par conséquent, tous les Etats Membres ici présents y sont parties. Nous examinons donc aujourd'hui une décision de l'Assemblée et non pas celle d'un Etat Membre ou d'un groupe

d'Etats. C'est à l'Assemblée qu'il appartient de montrer la voie au monde afin que nous puissions faire voile, au-delà des écueils des conflits, sur la vaste mer de l'assistance et de la coopération mutuelles pour atteindre le havre d'une paix véritable.

191. M. COOK (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Ma délégation estime tout à fait opportun et utile de désigner l'année 1965 comme Année de la coopération internationale. Le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est une excellente occasion de dresser le bilan des résultats obtenus et d'établir des prévisions réalistes quant à l'avenir de la coopération internationale. Le but essentiel des Nations Unies n'est-il pas, en fin de compte, de remplir la mission gigantesque qui consiste à remplacer le processus historique des luttes entre les nations et les hommes par la coopération internationale? C'est la raison pour laquelle l'Organisation a été créée. La coopération est un moyen d'action; elle permet de faire que le tout soit plus grand que la somme de ses parties; c'est un moyen d'éviter les conflits lorsqu'il y a désaccord sur la conduite à tenir et d'assurer au monde la diversité dans la sécurité.

192. Il convient de préciser que la paix internationale n'exige pas que chacun de nous aime tous ses semblables, pas plus qu'elle n'implique que la tranquillité règne dans le monde entier. Elle exige simplement que les nations conviennent de régler leurs différends par des moyens pacifiques et implique un univers dynamique où les individus et les nations servent leurs intérêts sans toutefois recourir à la violence.

193. La coopération internationale n'exige pas que toutes les parties s'entendent sur les motifs qui les poussent à unir leurs efforts dans chaque cas particulier; il existe de nombreuses raisons de coopérer, et elles peuvent être entièrement différentes et mêmes incompatibles. Point n'est donc besoin d'attendre le millénium; la coopération internationale ne résulte pas de temps meilleurs, mais elle est un moyen d'y parvenir.

194. Le bilan des activités des Nations Unies au cours des 15 dernières années est la preuve parfaitement concluante que des nations ayant des idéologies incompatibles, des régimes politiques différents, des intérêts économiques et commerciaux opposés, des patrimoines culturels et des valeurs sociales très divers peuvent en fait coopérer avec profit pour tous les intéressés. Il est malheureusement vrai que les résultats que l'Organisation des Nations Unies a obtenus dans le domaine de la coopération au cours de sa brève existence ne sont pas seuls à appeler l'attention du public; il y a également la liste des conflits qui figure pour notre tourment à notre ordre du jour: or, les conflits, qu'ils soient nationaux ou internationaux, frappent malheureusement davantage l'imagination. C'est la raison pour laquelle nous nous félicitons particulièrement de la recommandation formulée dans le projet de résolution dont l'Assemblée est saisie [A/L.433/Rev.1], qui prie les Etats Membres et les organisations privées de consentir un effort spécial au cours de l'Année de la coopération internationale pour faire connaître les excellents résultats que l'Organisation

des Nations Unies a déjà obtenus en encourageant les entreprises communes entre nations.

195. En fait, le développement de la coopération internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale est un phénomène historique de tout premier ordre dont nous commençons à peine à prendre conscience. C'est un fait entièrement nouveau qu'une catastrophe naturelle, une épidémie, un tremblement de terre ne puissent se produire de nos jours dans une région quelconque du monde sans provoquer une réaction internationale qui se manifeste sous forme d'aide ou qui, du moins, comporte l'offre d'une aide internationale.

196. C'est un fait absolument nouveau dans l'histoire que la plupart des nations du monde conjuguent leurs efforts pour vaincre les maladies transmissibles, améliorer les méthodes de culture, accroître le produit de la pêche, améliorer les conditions de travail, former des techniciens, venir en aide aux mères et aux enfants et améliorer les régimes alimentaires; signaler et prévoir les conditions météorologiques; dresser la carte du fond des océans et celle des champs magnétiques environnants, lutter contre l'analphabétisme et échanger des étudiants et octroyer des bourses, et collaborer de cent autres façons dans l'intérêt de la sécurité, de la prospérité et du bien-être de tous les hommes.

197. Le seul fait de rappeler quelques-uns des programmes et des projets de coopération entrepris par les Nations Unies, d'énumérer les 23 organisations et commissions internationales qui constituent l'Organisation des Nations Unies, de dresser la liste des conférences internationales qui ont lieu chaque année, montre l'ampleur des entreprises de coopération internationale pour la plupart sans précédent qui, j'en suis fermement convaincu, apparaîtront un jour comme la caractéristique véritable de notre temps.

198. Mais se contenter de cataloguer les divers aspects de ce mouvement extraordinaire tend à en masquer le but essentiel et le caractère central. Pour comprendre clairement la signification de cette partie de l'histoire de la coopération internationale au cours des années d'après-guerre, il faut reconnaître que nous sommes engagés dans ce qui est bel et bien un effort massif et sans précédent dans l'histoire en vue de transférer et d'adapter la science et la technique des régions limitées où elles ont prospéré jusqu'ici à l'ensemble de la communauté internationale. En partageant nos connaissances sur une échelle aussi vaste et aussi diversifiée, nous nous efforçons tout simplement d'internationaliser les avantages de la révolution scientifique et technique de notre temps. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer la plupart des programmes et des projets qui font appel à notre coopération dans le monde entier si l'on veut apprécier pleinement leur importance.

199. Je suis convaincu que, si un plus grand nombre de personnes peuvent prendre conscience de cette remarquable évolution, en saisir l'importance et partager certains des espoirs qu'elle autorise, elles apprécieront davantage l'œuvre de pionnier entreprise par les Nations Unies pendant les premières années de son existence. Elles devraient également se sentir

plus rassurées au sujet du monde où elles vivent et des perspectives de bien-être et de justice sur cette planète. Même si l'Année de la coopération internationale ne sert qu'à mieux faire comprendre aux peuples la portée et les heureux résultats de l'action qui a déjà été accomplie dans le cadre des programmes de coopération des Nations Unies, elle justifiera les efforts qu'elle suscitera.

200. J'ai parlé, bien entendu, de l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions et commissions spécialisées dans les domaines économique, social, culturel et des droits de l'homme. Après tout, c'est bien de ces domaines que s'occupent la plupart des organismes des Nations Unies et c'est à eux qu'ils consacrent la plus grande partie de leur personnel, de leurs ressources et de leur temps.

201. Mais je voudrais faire remarquer que les résultats obtenus par les Nations Unies en favorisant la coopération internationale pour éviter les différends internationaux ou en limiter la portée ne sont pas encore pleinement reconnus non plus.

202. Au cours de leurs 18 premières années, les Nations Unies ont été appelées à défendre des pays contre l'invasion, à mettre fin à des conflits armés, à prêter leur concours pour faire cesser et empêcher des guerres civiles, à faire respecter des lignes d'armistice, à faire cesser des interventions militaires venues de l'extérieur, à jouer un rôle de médiateur ou de conciliateur ou à enquêter sur d'autres conflits et crises menaçant d'éclater à une époque dangereuse où la paix internationale ne saurait être qu'indivisible. En outre, l'Organisation a joué un rôle capital en aidant de nombreux peuples à accéder à l'indépendance. En un mot, l'œuvre de coopération internationale entreprise dans le cadre des Nations Unies pour maintenir ou rétablir la paix est également impressionnante, sans précédent dans l'histoire, et trop peu connue des peuples du monde entier. Nous espérons que l'Année de la coopération internationale contribuera à mieux faire connaître l'œuvre accomplie par les Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix grâce à la collaboration internationale.

203. Il faut que je mentionne également la coopération qui a pu être réalisée au cours de la période dite de guerre froide, si limitée et sporadique qu'elle ait été, cette guerre froide qui apparaît comme le symbole des conflits internationaux du monde d'après guerre et a contribué à faire perdre de vue le bilan positif de coopération internationale dont je viens de parler.

204. Mais le bilan de la coopération internationale au cours des années d'après guerre serait incomplet si l'on ne mentionnait pas que, malgré des différends profonds et dangereux dont beaucoup subsistent encore, les principales Puissances nucléaires ont coopéré dans le domaine de la recherche scientifique pour accroître la somme des connaissances humaines. Ces puissances ont conclu le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires qui contribuera à freiner la course aux armements nucléaires; elles se sont efforcées également de limiter le risque de guerre par accident en reliant leurs capitales par une ligne

directe de communication. En prenant ces initiatives, les Puissances nucléaires ont, bien entendu, mis à profit les conseils et l'assistance d'autres pays.

205. Entre-temps, les dirigeants des deux grandes Puissances nucléaires et leurs alliés respectifs se sont engagés publiquement à rechercher de nouveaux terrains d'entente sur la base de leurs intérêts communs et à éliminer la guerre comme moyen rationnel de régler leurs différends. En ce qui nous concerne, cet effort ne se limitera pas à cette année, ni à l'année prochaine, ni à celle qui suivra. Nous espérons sincèrement que la coopération se renforcera entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, dans le cadre des Nations Unies aussi bien que hors de l'Organisation, avant l'Année de la coopération internationale, durant cette année et au cours de celles qui suivront.

206. Ma délégation estime que, si ces deux puissances qui disposent des armements les plus modernes et sont séparées par des idéologies absolument incompatibles, peuvent coopérer, ne serait-ce que de façon limitée, pour faire progresser les connaissances humaines, favoriser la compréhension mutuelle et améliorer les conditions d'existence sur la terre, d'autres nations pourraient suivre leur exemple.

207. D'autres différends, d'autres conflits dangereux divisent le monde. Il existe des courses aux armements classiques aussi bien que des courses aux armements nucléaires.

208. Ce qui caractérise la coopération internationale, c'est peut-être qu'elle offre à toutes les nations, petites et grandes, riches et pauvres, nouvelles et anciennes, les mêmes possibilités d'action. Sur le plan national, la seule condition requise par la collaboration internationale est que les participants soient animés de bonnes intentions, ce dont tous les pays peuvent aisément fournir la preuve. L'attachement d'une nation à la coopération internationale peut se mesurer facilement, non par la fréquence avec laquelle elle invite les autres à coopérer, mais par l'esprit de coopération dont elle fait preuve lorsqu'elle cherche à résoudre ses propres différends.

209. Nous voudrions tous sincèrement que les dirigeants des pays impliqués dans des différends régionaux s'engagent davantage à coopérer sur le plan international, agissent plus résolument pour arrêter les courses effrénées aux armements engendrées par les différends nationaux, se montrent plus disposés à consacrer des ressources au développement national plutôt qu'à l'extension de leur territoire et soient plus enclins à discuter et à négocier qu'à menacer et à manœuvrer.

210. Si l'Année de la coopération internationale et les préparatifs qui s'y rattachent contribuent à faire prendre conscience à l'opinion publique de la nécessité vitale d'avoir davantage recours à la coopération pour régler les différends non résolus qui constituent un danger dans de nombreuses parties du monde, ils atteindront amplement leur but.

211. Pour ces différentes raisons, mon gouvernement s'est félicité de l'initiative du Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, qui, dans son discours devant l'Assemblée générale il y a deux ans [1051ème

séance] a le premier lancé l'idée d'une Année de la coopération internationale. Nous félicitons la Commission préparatoire pour son travail consciencieux, pour son excellent rapport [A/5561] et pour les sages principes qu'elle a énoncés, dont on pourra s'inspirer dans la mise au point des détails de l'organisation de l'Année de la coopération internationale. Ma délégation votera en faveur du projet de résolution [A/L.433/Rev.1], tel qu'il a été présenté à l'Assemblée.

212. Devrons-nous attendre le 1er janvier 1965 pour faire progresser la coopération internationale? Ce ne sont pas les idées qui manquent pour unir nos efforts dans des domaines comme la santé publique, l'agriculture et la conservation des ressources naturelles; le président Kennedy en a énoncé quelques-unes dans l'allocution prononcée devant l'Assemblée en septembre dernier [1209ème séance]. Ce ne sont pas non plus les conflits internationaux qui manquent et qui attendent d'être résolus par la collaboration internationale.

213. Notre espoir le plus cher en ce qui concerne l'Année de la coopération internationale est que, en 1965 nous puissions faire état de nouveaux résultats obtenus par la coopération et constater la diminution du nombre des conflits qui n'ont pas encore été résolus faute d'un effort de coopération internationale suffisant.

214. Enfin, mon gouvernement s'associe chaleureusement à l'invitation adressée par la ville de San Francisco et l'Etat de Californie qui ont proposé d'être le siège des cérémonies organisées à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1965, anniversaire qui, très heureusement, coïncide avec l'Année de la coopération internationale. Nous croyons que cette occasion peut être plus qu'un événement purement symbolique. Elle peut servir non seulement à rappeler les buts fondamentaux des Nations Unies, mais à rappeler aussi au monde d'une manière éclatante que seule l'union de nos efforts dans le cadre de la coopération internationale permettra de les réaliser.

215. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La question de l'Année de la coopération internationale est, par sa nature même, étroitement liée aux buts et aux principes fondamentaux de l'Organisation, qui sont à la base de sa charte et doivent déterminer complètement la nature de son activité.

216. Dans un avenir très rapproché, notre organisation dressera le bilan de ses 20 ans d'activité. Pour déterminer ce que notre organisation a été en mesure d'accomplir en ces deux décennies, le critère principal sera la réponse à la question suivante: dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies a-t-elle atteint les buts inscrits dans sa charte et dont le principal est le maintien de la paix?

217. Depuis la proclamation de la Charte de l'Organisation, le monde a connu des transformations d'une importance capitale. Ayant brisé les chaînes de l'asservissement colonial, des dizaines de nouveaux Etats ont accédé à l'indépendance politique. Les principes de la coexistence pacifique d'Etats dotés

de régimes sociaux différents sont aujourd'hui largement reconnus sur le plan international.

218. Ces principes, proclamés par le fondateur de l'Etat soviétique, Vladimir Ilitch Lénine, qui ont invariablement servi de base à la politique extérieure du Gouvernement de l'URSS, signifient la renonciation à la guerre en tant que moyen de règlement des questions litigieuses, la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays, la coopération et l'émulation pacifique sur le plan économique.

219. L'Union soviétique lutte énergiquement et sans relâche pour que les questions internationales litigieuses soient résolues à la table des négociations. Nous voulons invariablement que chaque système social prouve sa supériorité sur un autre système grâce à l'émulation pour la production des biens matériels et aussi grâce à la création de conditions sociales de vie et de biens culturels et à la satisfaction la plus complète des besoins moraux de l'homme. Tel est le principe essentiel sur lequel repose la politique pacifique de l'Union soviétique, politique de coexistence pacifique universellement admise dans le monde contemporain.

220. S'engager dans la voie opposée, c'est-à-dire chercher aujourd'hui à régler par la force des armes les différends politiques et idéologiques dans une région quelconque du monde, reviendrait à s'engager sur la voie de la guerre, voie grosse de conséquences catastrophiques.

221. S'agissant de l'importance croissante que l'on attache sur le plan international aux principes de la coexistence pacifique des Etats à structure sociale différente, il convient de noter le rôle certain que joue dans ce domaine l'Organisation des Nations Unies, qui a obtenu quelques succès en organisant la coopération entre les peuples, ce qui a contribué dans quelque mesure à assainir le climat international.

222. Cependant, peut-on dire qu'à la suite d'une activité de près de 20 ans l'Organisation des Nations Unies ait pleinement atteint le but essentiel pour lequel elle a été créée, but qui est de préserver les générations futures du fléau de la guerre? Non, cela, on ne peut pas le dire.

223. Aujourd'hui encore, les peuples du monde continuent à vivre dans la crainte perpétuelle du lendemain. Dans diverses régions du monde on entend encore le fracas des canons et les explosions des bombes, et l'on voit éclater de dangereux conflits provoqués par les forces d'agression. Tous ceux qui ont véritablement à cœur les intérêts et le sort du monde sont gravement préoccupés par le fait que jusqu'ici, en dépit des efforts incessants des Etats socialistes et des autres Etats épris de paix, il n'a pas été fourni de solution aux principaux problèmes internationaux qui déterminent le maintien de la tension dans les relations entre les Etats. Tous les Etats et l'Organisation des Nations Unies ont le devoir sacré de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à un règlement pacifique de ces problèmes.

224. Parmi ces problèmes, le désarmement général et complet occupe la première place. La réalisation d'un accord à ce sujet aiderait réellement à libérer

l'humanité de la menace d'une guerre destructrice et permettrait de consacrer à l'amélioration de la vie et du bien-être des peuples des centaines de milliards de dollars, dépensés de façon improductive à des fins militaires.

225. On sait que, en 1959, le chef du Gouvernement soviétique, Nikita Sergueevitch Khrouchtchev, a présenté à l'examen de l'Assemblée générale des Nations Unies une proposition sur le désarmement général et complet^{4/}. L'Organisation des Nations Unies a adopté à l'unanimité des décisions préconisant le désarmement général et complet [résolution 1378 (XVI)]. Mais en raison de l'opposition des puissances occidentales ces nobles décisions de l'Organisation des Nations Unies restent lettre morte.

226. Jusqu'à présent, on n'a pas non plus réglé entièrement le problème de la liquidation définitive du colonialisme: plus de 50 millions d'êtres humains supportent le joug de l'esclavage colonialiste, bien que dès 1960 l'Assemblée générale ait adopté à sa quinzième session, sur l'initiative du Gouvernement soviétique, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], décision qui traduit la volonté des peuples d'en finir complètement et à jamais avec le système honteux de l'asservissement colonial. Dans de nombreux pays du monde, comme le montrent des événements récents, on voit prospérer une variante de l'asservissement colonialiste — le racisme qui prive de nombreux millions d'hommes des droits les plus élémentaires proclamés par notre organisation.

227. La signature à Moscou du Traité sur la cessation des essais nucléaires^{5/} en août dernier a été, comme on le sait, un événement marquant. Les partisans de la paix voient dans cet accord une démarche optimiste en vue de l'amélioration et de l'assainissement de l'atmosphère internationale et d'une atténuation de la tension internationale.

228. Un nouveau succès dans le domaine de la coexistence pacifique a été la résolution que l'Assemblée générale a adoptée le 17 octobre 1963, et où elle engage solennellement tous les Etats à s'abstenir de mettre sur orbite autour de la Terre des objets portant des armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive [résolution 1884 (XVIII)].

229. Les peuples du monde attendent que ces mesures constructives, qui montrent clairement la possibilité d'arriver, par la voie des négociations, à un accord sur des problèmes complexes, seront suivies d'autres initiatives analogues destinées à assainir l'atmosphère internationale et à liquider les manifestations de la "guerre froide".

230. Fidèle à sa politique de coexistence pacifique, l'Union soviétique est favorable à la proposition tendant à faire de l'année 1965 l'Année de la coopération internationale, comme M. A. A. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, l'avait

déjà fait savoir à U Thant, secrétaire général des Nations Unies, dans une lettre en date du 9 juillet 1963. Dans cette lettre, on note que l'on ne peut s'attendre que l'Année de la coopération internationale puisse être couronnée de succès que si, dès à présent et sans attendre l'année 1965, les Etats déploient tous leurs efforts pour améliorer radicalement la situation, renforcer la confiance et la compréhension réciproques entre les Etats, régler de façon pacifique les principales questions en suspens qui provoquent une tension dans les relations entre les Etats.

231. De l'avis du Gouvernement soviétique, il convient de faire figurer en priorité parmi ces questions, celles que je vais énumérer:

1) La liquidation des vestiges de la seconde guerre mondiale par un règlement pacifique de la question allemande et la solution, sur cette base, de la question de Berlin-Ouest;

2) La conclusion d'un accord de désarmement général et complet sous strict contrôle international;

3) La conclusion d'un accord sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires;

4) La réalisation d'une entente sur la création de zones dénucléarisées et engagement par les Etats de ne pas utiliser de territoires étrangers pour y installer des moyens de lancement et vecteurs stratégiques d'armes nucléaires;

5) La liquidation des bases militaires étrangères et le retrait de toutes les troupes de territoires étrangers;

6) La conclusion d'un pacte de non-agression entre les pays membres de l'OTAN et les pays membres du Traité de Varsovie;

7) L'interdiction de la propagande de guerre et de la propagande visant à semer l'inimitié et la haine entre les peuples;

8) La stricte observation par tous les Etats, conformément aux exigences de la Charte des Nations Unies, des droits souverains et de l'indépendance des autres Etats, et la non-intervention dans leurs affaires intérieures;

9) La condamnation de toute mesure visant à établir un blocus économique, la condamnation à mener ou encourager une activité subversive et à violer les eaux territoriales et l'espace aérien d'un Etat quel qu'il soit;

10) La liquidation définitive du colonialisme, sous toutes ses formes et manifestations, et notamment la liquidation de la variante du colonialisme qu'est la discrimination raciale;

11) L'élimination des facteurs de "guerre froide" dont on constate la présence dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies elle-même et qui entravent souvent leur activité. Cela concerne avant tout la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et l'admission à l'Organisation des Nations Unies de tous les Etats qui expriment le désir d'en devenir membres — République démocratique allemande, République populaire

^{4/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Annexes, point 70 de l'ordre du jour, document A/4219.

^{5/} Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé le 5 août 1963.

démocratique de Corée, République démocratique du Viet-Nam, etc.;

12) Le retrait immédiat de la Corée du Sud et du Viet-Nam du Sud de toutes les troupes étrangères et l'unification de la Corée et du Viet-Nam, conformément à la volonté des peuples de ces pays, ainsi qu'aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux conventions de Genève sur le Viet-Nam;

13) L'adoption de mesures en vue du plus grand développement possible du commerce international et de la coopération internationale, sur la base des principes de la réciprocité, de l'égalité des droits, et en interdisant toute discrimination et ingérence dans les affaires intérieures des Etats;

14) L'application de mesures en vue d'organiser une large coopération entre les Etats dans le domaine de la science et de la culture. L'adoption, par les Etats, d'obligations de droit international en ce qui concerne la coopération dans l'étude et dans la conquête pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

232. Le Gouvernement soviétique estime que, en cas de besoin, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent examiner les problèmes fondamentaux de la coopération économique dans leurs parlements respectifs pour que puissent être adoptées les mesures nécessaires, y compris législatives, en vue de la mise en œuvre desdites mesures.

233. En ce qui concerne la célébration de l'Année de la coopération internationale, de l'avis de l'Union soviétique, 1965 devra être:

1) L'année où sera entièrement et définitivement liquidé le honteux système du colonialisme et où tous les peuples qui subissent encore l'esclavage colonialiste accèderont à la liberté et à l'indépendance;

2) L'année de la création de zones dénucléarisées dans les régions où les forces armées des pays de l'OTAN et des pays du Traité de Varsovie se trouvent en présence, soit: l'Europe centrale et septentrionale, la région de la Méditerranée, les Balkans, ainsi que d'autres régions du globe si le problème du désarmement général et complet n'est pas déjà réglé en 1965;

3) L'année de la normalisation du commerce mondial entre toutes les régions et tous les pays du monde, sans aucune barrière artificielle et sans aucune discrimination, sur la base des principes de l'égalité et de l'avantage mutuel. Toute discrimination dans les relations économiques et commerciales entre les Etats doit être éliminée.

234. Il va de soi que ces propositions n'excluent pas l'étude en priorité d'autres problèmes importants en vue de célébrer l'Année de la coopération internationale.

235. En ce qui concerne les modalités de financement des mesures liées à la célébration de l'Année, le Gouvernement soviétique considère que les dépenses doivent être défrayées par les Etats mêmes qui appliqueront telle ou telle mesure.

236. Le Gouvernement soviétique propose que la vingtième session — session jubilaire — de l'Assemblée générale des Nations Unies ait lieu au niveau

des chefs d'Etat et de gouvernement des Membres de l'Organisation des Nations Unies, en tablant sur ce que la participation de dirigeants politiques disposant au plus haut degré de responsabilités et de la confiance de leurs peuples facilitera l'adoption de décisions de nature à assainir l'atmosphère internationale et à instaurer des relations d'amitié et de coopération.

237. Nous avons jugé nécessaire de préciser la position du Gouvernement soviétique ainsi que ses propositions, à la lumière de la lettre que M. A. A. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, a adressée au Secrétaire général, U Thant, vu notre désir de faire connaître ici les aspirations véritables de l'Union soviétique. Malheureusement, il n'a pas été tenu compte de ces propositions dans le projet de résolution soumis à l'examen de l'Assemblée générale. C'est pourquoi la délégation soviétique considère que ce projet est insuffisant.

238. Cependant, désireuse de contribuer par tous les moyens au développement de la coopération internationale, la délégation soviétique appuiera le projet de résolution intitulé "Année de la coopération internationale", publié sous la cote A/L.433/Rev.1. Nous appuyons aussi l'idée qui figure dans ledit projet, concernant la création d'un comité pour l'Année de la coopération internationale qui, lorsqu'il formulera des plans en vue de cette année, devra, comme le projet l'indique, tenir "compte des opinions et des intentions des gouvernements des Etats Membres". Nous exprimons l'espoir que la position et les propositions du Gouvernement soviétique en ce qui concerne la célébration, en 1965, de l'Année de la coopération internationale et qui sont exposées dans la lettre du Ministre des affaires étrangères de l'URSS, seront dûment prises en considération par ce comité.

239. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) [traduit de l'anglais]: A la dernière session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1844 (XVII), par laquelle elle créait une commission préparatoire, chargée d'étudier la possibilité de célébrer une Année de la coopération internationale. La Nouvelle-Zélande était l'un des auteurs de cette résolution. Elle est également l'un des auteurs du projet de résolution [A/L.433/Rev.1], actuellement soumis à l'Assemblée.

240. La Nouvelle-Zélande fait sienne avec empressement la principale recommandation du Comité, qui figure au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, selon laquelle il serait souhaitable de consacrer une année au thème de la coopération et de choisir l'année 1965, vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, comme Année de la coopération internationale. Il nous paraît tout à fait approprié de célébrer cet anniversaire d'une façon particulière. Ceux qui, comme nous, travaillent au sein de l'Organisation des Nations Unies, n'ignorent pas quelles sont aujourd'hui les limites de la souveraineté nationale — limites dont l'existence, pour la grande majorité d'entre nous, est une réalité des plus concrètes. Nous savons que, à l'heure actuelle, les décisions d'un Etat souverain — quelles qu'elles soient: de caractère politique, économique ou social et, à plus forte raison, militaire — ne peuvent que très rarement être considérées comme n'ayant aucune répercussion sur le plan international.

Ceux qui, comme nous, œuvrent dans ce domaine, ne peuvent douter d'un seul instant que, au siècle de l'atome, la coopération internationale est la condition essentielle de la survie de la société humaine, telle que nous la connaissons. Nous pouvons espérer que la célébration d'une année spéciale, coïncidant avec le vingtième anniversaire des Nations Unies et le marquant particulièrement, permettra, dans tous les pays du monde, de faire prendre conscience de deux choses à un public aussi vaste que possible, à savoir le rôle indispensable que joue aujourd'hui la coopération internationale et l'œuvre qu'elle a déjà permis de réaliser depuis 1945 en une époque aussi troublée. Le thème suggéré par le Comité: "Vers la paix et le progrès par la coopération", est donc, selon nous, particulièrement approprié.

241. D'autre part, la Nouvelle-Zélande souscrit aux conclusions générales de la Commission préparatoire en ce qui concerne la nature et la portée des activités qui doivent marquer l'Année de la coopération internationale et elle approuve les principes proposés pour en juger. Ma délégation estime, elle aussi, que l'accent devrait être placé en premier lieu sur les activités d'ores et déjà entreprises et en cours d'exécution qui, ensemble, représentent la coopération internationale en action, activités qui, pour une bonne part, relèvent de l'Organisation des Nations Unies et des divers organismes et institutions qui s'y rattachent. Selon nous, il serait utile, en même temps, de passer en revue les réalisations des deux dernières décennies, sans oublier, peut-être, de faire l'inventaire des principaux problèmes restant à résoudre. Dans certains domaines, cette tâche ne saurait être mieux accomplie que par les institutions spécialisées intéressées. Cependant, étant donné que des activités d'une telle envergure constitueraient pour elles une lourde tâche et risqueraient d'entraîner un gaspillage de leurs maigres ressources en temps et en argent et de compromettre ainsi l'exécution de leurs programmes opérationnels, il y aurait peut-être intérêt à faire appel à la collaboration des gouvernements. Il nous semblerait, par exemple, particulièrement approprié que le thème de la discussion générale à la vingtième session de l'Assemblée générale en 1965, fût une évaluation de l'œuvre accomplie par l'Organisation dans le sens d'un règlement des problèmes politiques passés et présents et de la réalisation des objectifs énoncés dans la Charte. Il serait peut-être souhaitable que les institutions spécialisées choisissent des thèmes analogues pour leurs réunions annuelles de 1965.

242. Tant au cours de cette évaluation que dans les activités de l'Année de la coopération internationale ou pendant la campagne d'information, il serait contraire à nos intérêts de nous attarder sur les points qui prêtent essentiellement à controverse. Nous partageons l'opinion exprimée par le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, lorsqu'il a présenté cette proposition à la 1051ème séance, à savoir qu'il serait plus constructif de nous appliquer à faire ressortir l'étendue de la coopération réalisée, en dépit de profondes divergences politiques et des différends qui en sont résultés. Nous appuyons, par conséquent, les recommandations de la Commission à cet égard.

243. La délégation néo-zélandaise pense que, il peut y avoir là une occasion particulière non seulement pour les gouvernements, mais également pour les organisations non gouvernementales, de manifester leur intérêt pour le concept de la coopération internationale et de leur appui, tant sur le plan général que dans le cadre de projets particuliers faisant partie de l'activité de l'Organisation. L'Association néo-zélandaise pour les Nations Unies, qui est affiliée à la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, s'intéresse vivement à l'Année de la coopération internationale. Je dois signaler en passant que, à l'origine, l'Association néo-zélandaise pour les Nations Unies avait pensé que le vingtième anniversaire des Nations Unies, en 1965, pourrait être marqué par une "Année de la famille mondiale". Etant donné, cependant, que l'on avait déjà choisi le thème auquel serait consacré cette année et que d'autres plans préliminaires avaient été établis en vue de la célébration d'une année consacrée à la famille, mais plutôt axée sur son importance en tant qu'unité sociale et sur les problèmes qu'elle pose de ce point de vue, l'Association a finalement décidé de ne pas proposer à la Commission le titre qu'elle avait d'abord choisi. Cependant, il nous semble que le thème de la famille humaine est l'un de ceux qu'il conviendrait de développer dans le cadre de cette année de la coopération internationale.

244. Si l'on veut que cette entreprise produise sur l'opinion publique mondiale l'effet recherché, il faut accorder toute l'attention voulue aux méthodes permettant de lui assurer le maximum de publicité. Il serait peut-être utile d'envisager la possibilité de prier le Secrétaire général de lancer à cette fin un appel particulier à tous les Etats Membres à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Organisation; cependant, sur le plan général, il serait également souhaitable que les chefs des principales religions du monde lancent des appels analogues en faveur de la coopération internationale. Nous suggérons que le comité d'organisation visé au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution examine ces propositions, en même temps qu'un certain nombre d'autres.

245. Pour terminer, je tiens à féliciter la Commission pour le rapport aussi pratique que judicieusement conçu qu'elle nous a présenté. Nous faisons nôtres ses vues en ce qui concerne les principes généraux à appliquer pour déterminer la portée et l'ampleur des activités qui devront marquer l'Année de la coopération internationale, et nous espérons que le projet de résolution, qui s'inspire des recommandations de la Commission, sera adopté par l'Assemblée.

246. M. SAADI (Pakistan) [traduit de l'anglais]: Je me contenterai de faire une brève déclaration pour expliquer la position de ma délégation au sujet du vote sur le projet de résolution [A/L.433/Rev.1] dont l'Assemblée est saisie. Bien entendu, nous voterons en faveur de ce projet, qui ne doit pas soulever d'objection. Si nous tenons à expliquer notre vote, c'est parce que le texte n'est pas entièrement exempt d'ambiguïté et risque, s'il n'est pas clairement expliqué, de desservir, dans une certaine mesure, les louables intentions de ses auteurs.

247. L'Assemblée connaît l'histoire de la question, auquel s'est référé le rapport de la Commission préparatoire que nous examinons en ce moment. En adoptant la résolution 1844 (XVII), l'Assemblée générale partait du principe, réaffirmé dans le texte du projet, que "le monde gagnerait à la fois à se rendre mieux compte du degré actuel de coopération internationale et à accroître sensiblement le nombre des programmes entrepris en commun dans divers domaines, sur une base internationale". C'est à la lumière de ce principe qu'il faut lire le rapport de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale.

248. Nous félicitons les membres de la Commission préparatoire du dévouement indéfectible et de l'esprit de compromis dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leur tâche. Nous devons également des félicitations au Rapporteur de la Commission pour le document, d'une concision et d'une clarté remarquables, qu'il nous a présenté. La Commission a décidé de recommander à l'Assemblée de mettre l'accent sur la coopération internationale qui s'exerce actuellement dans différents domaines, plutôt que de proposer des activités précises à exécuter au cours de l'année 1965, dont on se propose de faire l'Année de la coopération internationale. Nous pensons que, tout bien considéré, cette décision est sage, car elle a l'avantage de maintenir le programme dans les limites des possibilités pratiques.

249. C'est, d'autre part, avec une prudence louable que la Commission préparatoire a décidé de se borner à formuler des recommandations concernant des activités dont le caractère ne prête pas à controverse, afin d'obtenir l'appui de tous les Membres de l'Organisation. Néanmoins, en recherchant un dénominateur commun, la Commission préparatoire n'a pas perdu de vue les éléments qui font encore obstacle à une coopération internationale plus étendue. C'est ainsi que le paragraphe 13 du rapport [A/5561] fait allusion à l'existence de différends et de problèmes qui n'ont pas encore trouvé de solution, et rappelle l'argument selon lequel la persistance de ces différends empoisonne l'atmosphère et risque de compromettre le développement de la coopération internationale. Peut-être, au contraire, est-ce le manque de coopération sur le plan international — ou plutôt l'ignorance de la portée réelle de cette coopération — qui vicié l'atmosphère et nuit à la solution des différends et des problèmes existants. La délégation du Pakistan estime que la coopération internationale est bien une réalité, une réalité inéluctable au siècle de Telstar et des voyages supersoniques, et que si des différends subsistent, ces différends ne sont plus sans remède. Nous approuvons en principe la conclusion — ou plutôt l'espoir — de la Commission, selon lequel le développement de la coopération internationale devrait créer une atmosphère plus propice à la solution des problèmes internationaux. L'expérience nous a appris que, en pratique, la coopération entre nations, si nécessaire et inévitable qu'elle soit dans certains domaines, ne va pas nécessairement de pair avec l'amélioration de leurs relations politiques et ne renforce pas nécessairement leur volonté de vivre en paix les uns avec les autres. Pour notre part, nous éprou-

vons certains doutes lorsqu'on nous dit que la célébration d'une année de la coopération internationale permettra de développer la compréhension et la coopération dans le monde et facilitera ainsi le règlement des principaux problèmes internationaux, ou que la nécessité d'une coopération internationale découle de l'existence de graves et nombreux problèmes internationaux qui demeurent sans solution.

250. Cela dit, nous n'avons pas la moindre intention de mettre en doute l'utilité de consacrer l'année 1965 au thème de la coopération internationale. Il n'est jamais superflu de manifester ainsi notre fraternité et notre désir commun de resserrer la solidarité internationale. Le Pakistan, pour sa part, n'hésitera pas un instant à apporter son concours à cette année de la coopération internationale, et il discutera volontiers ses vues et ses plans à ce sujet avec le Comité des douze que l'on envisage de créer. En conclusion, nous voterons en faveur du projet de résolution, mais c'est plutôt de l'esprit qui a animé les auteurs que de la lettre du projet que s'inspire notre décision.

251. M. BOLAND (Irlande) [traduit de l'anglais]: Ma délégation attache une importance considérable au projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie [A/L.433/Rev.1] et se fera un plaisir de l'appuyer.

252. A l'heure actuelle, trop peu de gens prennent le temps d'examiner le rôle vital et indispensable que joue la coopération pacifique quotidienne entre les gouvernements, non seulement dans l'intérêt de la paix et du progrès, mais encore dans celui du fonctionnement harmonieux de la société mondiale dans son ensemble. Il va sans dire que la coopération internationale est une condition indispensable de l'instauration d'un ordre mondial fondé sur le concept de l'indépendance et de la souveraineté des Etats. Comme l'a rappelé un jour le regretté Dag Hammarskjöld, lors d'une discussion relative à l'établissement d'un cadre institutionnel en matière de coopération internationale, le fait même que les pays sont voisins les uns des autres, que des contacts existent entre les peuples et que la nature elle-même impose des limites à l'indépendance des Etats suscite inévitablement et rend indispensable un degré plus ou moins grand de coopération entre les membres de la communauté mondiale.

253. L'ignorance assez grande du public à l'égard de ce genre de coopération ou, du moins, le fait que dans de nombreux pays on la considère comme allant de soi résulte peut-être du fait même qu'elle constitue un élément essentiel de la structure de la société humaine. La tendance naturelle de l'homme est de concentrer son intérêt sur les controverses et conflits politiques mondiaux et d'oublier les efforts entrepris depuis des années, dans un esprit de coopération internationale, pour pallier les maux sociaux, économiques et autres, qui sont souvent à l'origine des conflits d'ordre politique. Un certain nombre d'orateurs ont mentionné les paroles prononcées par le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, lorsque, pour la première fois, il a soulevé devant l'Assemblée la question de la consécration d'une année spéciale à l'idée de la coopération internationale. M. Nehru a dit alors:

"Cette coopération qui se poursuit, on ne la connaît guère, on en parle peu, tandis que l'on parle énormément de chaque point de friction, de sorte que le monde s'imagine vivre entouré de perpétuels conflits et au bord de l'abîme." [1051ème séance, par. 37.]

254. D'autre part, le Secrétaire général des Nations Unies, U Thant, a également souligné à maintes reprises que les activités politiques de l'Organisation, qui font souvent l'objet de gros titres dans la presse mondiale, ne représentent qu'une petite partie du travail des Nations Unies. Le 17 avril 1962, au cours de l'une de ses interventions, il a dit:

"Nous savons tous que les plus petits conflits politiques sont mis en relief dans les titres des journaux du monde entier, tandis que certains aspects de l'œuvre des Nations Unies dans le domaine économique et social, qui présentent infiniment plus d'importance, n'y sont que très rarement mentionnés."

De même que l'on ne voit qu'un neuvième d'un iceberg au-dessus de la surface de l'eau, le fait est que le public n'est jamais informé des huit neuvièmes des relations pacifiques de coopération mondiale et que trop souvent, comme le dit le proverbe, ce qui est loin des yeux est loin du cœur.

255. La délégation irlandaise estime que l'un des objectifs principaux de l'Année de la coopération internationale devrait être d'abattre ce mur de silence qui dissimule tout ce que réalise l'effort international commun, dans l'intérêt du bien-être et du progrès de l'humanité, et de faire mieux comprendre la contribution qu'apporte la coopération internationale à la paix et à la stabilité de la société mondiale. L'année dernière, en présentant le projet de résolution prévoyant la constitution de la Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale [1198ème séance], le représentant de l'Inde a exposé que ce projet avait pour objectif de mettre en relief la coopération pratiquée quotidiennement dans mille domaines différents par les peuples et les nations du monde entier et de créer ainsi une situation dans laquelle l'intérêt et l'imagination du public seraient un peu moins absorbés par les tensions et les conflits internationaux et un peu plus par les résultats moins spectaculaires, mais finalement non moins remarquables, de la coopération pacifique internationale. C'est dans cet esprit que la délégation irlandaise, lorsqu'elle a pris part aux travaux de la Commission préparatoire, a insisté sur la nécessité de lancer une campagne d'information du public destinée à favoriser la coopération internationale, en faisant mieux comprendre aux populations du monde quelles sont l'étendue et la valeur des activités entreprises dans ce domaine. J'estime que le bon sens et le réalisme veulent que l'on approuve un tel objectif. Il tient compte, tout d'abord, de la difficulté de suggérer de nouvelles initiatives pratiques et utiles dans un domaine où s'exerce déjà une activité intense, mais également d'autres considérations qui limitent les possibilités d'action, considérations dont la moindre n'est pas la situation financière actuelle des Nations Unies.

256. Le fait est que le domaine de la coopération internationale existante, y compris l'aide bilatérale et les activités des différentes organisations et institutions internationales, est déjà si vaste qu'en recommandant une série de nouveaux projets pour 1965 ou en demandant l'intensification d'un certain nombre de projets existants, il n'est guère possible d'ajouter quoi que ce soit de réellement significatif à l'œuvre en cours. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille rien faire pour intensifier les activités existantes ou en créer de nouvelles au cours de l'Année de la coopération internationale. Cependant, la délégation irlandaise estime que la meilleure contribution que puisse faire l'Organisation à cet égard, serait d'attirer l'attention du public par une campagne d'information sur la valeur des efforts faits dans ce domaine, afin de préparer la voie pour une extension de ces efforts dans les années à venir.

257. On ne peut guère s'attendre que l'Organisation des Nations Unies entreprenne par ses seuls moyens une campagne d'information de l'ampleur nécessaire. Sans doute pourra-t-elle compter sur la collaboration des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales et sur leur appui, mais la coopération des gouvernements et des organismes privés, en particulier celle des moyens de communication et d'information commerciaux, sera également indispensable. Nous croyons notamment que les gouvernements peuvent et doivent jouer un rôle de premier plan dans la préparation et la mise en œuvre du programme de l'Année de la coopération internationale. Après tout, les gouvernements sont mieux placés que quiconque pour juger de la façon dont les objectifs de l'Année peuvent être le mieux servis sur leurs propres territoires; nous estimons que l'Organisation doit pouvoir compter beaucoup sur leur appui, non seulement pour mieux faire connaître au public ce qui se fait actuellement dans le domaine de la coopération internationale, mais également pour promouvoir dans leurs territoires respectifs la mise en œuvre des divers projets devant permettre de mener à bien le programme de l'Année de la coopération internationale.

258. Pour toutes ces raisons, la délégation irlandaise se félicite du projet de résolution dont l'Assemblée est saisie [A/L.433/Rev.1], par les délégations du Dahomey, du Liban, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, de la Trinité et Tobago et du Venezuela. Nous voterons pour ce projet de résolution et nous espérons qu'il sera adopté à l'unanimité par l'Assemblée. Nous espérons que les efforts du nouveau comité envisagé pour poursuivre le travail de la Commission préparatoire seront couronnés de succès. Nous espérons aussi que la désignation de l'année 1965 — celle du vingtième anniversaire des Nations Unies — comme Année de la coopération internationale, contribuera à accroître l'envergure déjà imposante des activités de coopération pacifique entre les Etats Membres de l'Organisation pour le plus grand bien de l'humanité.

259. M. ROSSIDES (Chypre) [traduit de l'anglais]: Bien des gens qui entendent parler de l'Année de la coopération internationale me demandent: "Mais, que signifie cette année de la coopération internationale? Nous voulons que la coopération se poursuive

et se développe. La coopération internationale n'est-elle prévue que pour un an seulement?" J'essaie de leur expliquer que le but de l'Année de la coopération internationale est de mettre en évidence tout ce qui a été fait dans différents domaines par la voie de la coopération au sein des Nations Unies, de montrer l'importance qu'ont eue ces résultats pour la survie de l'humanité et, par là, de mettre en relief l'importance des Nations Unies.

260. L'Année de la coopération internationale présente deux aspects. Le premier est l'inventaire de ce qui a été accompli par la coopération internationale, au cours des 20 dernières années. L'année 1965 est un choix heureux, puisque c'est celle du vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette coïncidence de la célébration du vingtième anniversaire des Nations Unies avec l'Année de la coopération internationale est importante et significative. Elle met en relief l'importance de l'Organisation et montre combien il est nécessaire de la développer et de la renforcer. Nombreux sont ceux qui ignorent ce qui a été fait par les Nations Unies. Ils voient les fautes de l'Organisation; ils voient dans quels domaines la coopération a échoué, mais ils ne voient pas les dangers qui ont été évités par la coopération au sein des Nations Unies. Nous savons tous ce qui a été réalisé dans le domaine de la guerre et de la paix, et cela sera encore plus clairement mis en évidence pendant l'Année de la coopération internationale. Les peuples seront également informés des réalisations obtenues dans le domaine de la décolonisation et ceux de la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme et toutes les autres formes de misère humaine. Ce sont des domaines dans lesquels les Nations Unies ont accompli une œuvre importante, d'une façon discrète, sans éclat, une œuvre qui n'est pas entièrement connue, mais qui devra être mise en lumière au cours de l'Année de la coopération internationale.

261. La Commission préparatoire pour l'Année de la coopération internationale, à laquelle Chypre a eu l'honneur d'être représentée, a soumis son rapport qui énonce ces principes d'une manière excellente. Nous estimons que la Commission a rempli son mandat et nous avons acquis la conviction que ce rapport est aussi bon qu'il pouvait l'être. La Commission préparatoire a fait preuve d'imagination et du sens des responsabilités en évitant les domaines dans lesquels il y a désaccord.

262. Le second aspect de l'Année de la coopération internationale est l'occasion qu'elle donne de se tourner vers l'avenir et d'examiner ce que l'on peut faire pour développer la coopération. Espérons que l'Année de la coopération internationale marquera le début d'une plus grande coopération. Nous pourrions déterminer les domaines dans lesquels il n'y a pas eu de coopération, nous rendre compte de tout ce que nous avons encore à faire en ce qui concerne la course aux armements, qui, quoi que l'on puisse dire, continue, et la disparité qui existe entre les pays avancés industriellement et les pays peu évolués, disparité qui ne cesse de s'accroître en dépit de tous les efforts. Comme l'a dit le président Kennedy dans sa déclaration du 8 novembre 1963, devant le Conseil protestant de la Ville de New York

au sujet de la "Famille humaine", deux des plus grands dangers qui menacent aujourd'hui l'humanité sont l'arme nucléaire et l'écart croissant entre les pays développés et les pays sous-développés. Ce sont là de grands problèmes auxquels l'humanité doit faire face, et elle le pourra en s'orientant vers la coopération, en mesurant le chemin parcouru et en se préparant à coopérer plus activement.

263. J'estime que c'est un moment propice pour l'Année de la coopération internationale. La délégation chypriote croit que nous sommes au seuil d'une période de transition, de passage du concept de la force et de l'antagonisme à celui de la coopération et de la paix. Cette période de transition a commencé avec la signature du Traité de Moscou, qui représente un grand pas en avant dans la voie de la coopération. Il ne s'est pas agi là seulement de coexistence, mais de coopération réelle au service de la cause de la paix. Depuis lors, nous avons vu se manifester, non seulement chez les dirigeants, mais aussi au sein des grandes organisations internationales, le sentiment qu'il devenait nécessaire d'évoluer vers un certain ordre mondial régi par des lois, si nous voulions éviter une catastrophe.

264. Nous estimons donc que l'Année de la coopération internationale devrait être consacrée surtout au renforcement et au développement des Nations Unies. On a suggéré que chaque Etat Membre choisisse son propre champ d'action pour célébrer cette année. C'est possible, naturellement, mais nous devons tous renforcer l'Organisation, nous devons tous apporter notre contribution, petite ou grande, à l'instauration de la paix sous l'égide des Nations Unies. Nous ne pourrions parvenir au désarmement que si nous parvenons à faire naître la confiance grâce à la sécurité internationale en renforçant les Nations Unies, et notamment en organisant et en renforçant les fonctions dévolues à l'Organisation pour le maintien de la paix.

265. La délégation chypriote estime par conséquent que, une façon heureuse de servir les fins de l'Année de la coopération internationale serait de faire un effort tout particulier pour développer et consolider l'Organisation des Nations Unies dans ses fonctions de maintien de la paix. Nous avons déjà l'exemple des pays scandinaves, des Pays-Bas, du Canada et d'autres qui prévoient dès maintenant de mettre certaines forces à la disposition de la Force des Nations Unies pour le maintien de la paix. Cet exemple devrait être suivi par le plus grand nombre de pays possible pendant l'Année de la coopération internationale. Ce serait une mesure d'une grande portée, qui permettrait d'obtenir des résultats tangibles au cours de cette année. Nous pensons en effet que, en développant les Nations Unies, nous aiderons à résoudre les problèmes mondiaux les plus importants. En développant les Nations Unies, nous avancerons dans la voie du désarmement, vers une sécurité internationale plus grande, vers la décolonisation par une évolution pacifique et sans violence, vers le développement économique et un système économique international coordonné, dans un monde étroitement uni et indépendant.

266. Je voudrais terminer cette brève intervention en formulant, au nom de ma délégation, l'espoir que

cette année de la coopération internationale marquera le début d'une ère nouvelle de coopération internationale, grâce au renforcement et au développement de l'Organisation des Nations Unies.

267. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Tous les orateurs inscrits pour la discussion générale ont pris la parole. Nous allons maintenant procéder au vote sur le projet de résolution A/L.433/Rev.1. Etant donné l'appui unanime recueilli par ce projet de résolution, de la part de tous les orateurs qui sont intervenus dans le débat, puis-je considérer que l'Assemblée désire l'approuver par acclamation?

Le projet de résolution est adopté par acclamation.

Organisation des travaux

268. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Nous avons terminé l'examen du point 24 de l'ordre du jour de la présente séance. Avant de lever la séance, je rappelle aux Membres de l'Assemblée que, à la séance qui aura lieu demain, 22 novembre, à 15 heures, les points 18, 73, 26, 74, 27 et 61, a, de l'ordre du jour, seront examinés.

269. La réunion du Comité spécial de l'Assemblée générale pour l'étude des contributions volontaires au programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés aura lieu lundi prochain, 25 novembre, à 10 h 30, dans une des salles de conférence. M. Thor Thors, l'un des vice-présidents de l'Assemblée générale, a accepté de présider cette réunion. En conséquence, ce même lundi, à 10 h 30, l'Assemblée générale se réunira aussi en séance plénière pour aborder l'examen du point 23 de l'ordre du jour, et j'espère qu'elle pourra l'achever dans le courant de la semaine prochaine. Outre les points déjà cités, nous espérons examiner le point 12 et le point 32 de l'ordre du jour.

270. Une fois de plus, je prie instamment les délégations qui veulent prendre la parole au sujet des questions qui seront examinées aux prochaines séances, de bien vouloir se faire inscrire le plus tôt possible sur les listes d'orateurs, afin de nous permettre d'éviter autant que possible les séances de nuit et d'achever nos travaux en temps utile.

La séance est levée à 19 heures.